



NATIONS
UNIES
SÉNÉGAL

SNU MAGAZINE

SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU SÉNÉGAL

Ne laisser personne pour compte

<https://senegal.un.org>

Numéro 4 - Mars 2022



NUMÉRO SPÉCIAL

Les femmes, moteurs clés du développement durable

Journée internationale des femmes - 8 Mars 2022



ENTRETIEN

- 6** Entretien avec Mme Oulimata Sarr, Directrice Régionale, ONU Femmes Afrique de l'Ouest et du Centre

AUTONOMISATION DES FEMMES

- 10** « Sop Sa Dieukeur » ou « Aimer Son Mari » en français, un groupement de femmes au service du quotidien familial
- 11** Le GIE des Femmes de Kamb, engagé dans forêt de Mbao dans une logique de développement durable endogène
- 12** Parole aux agricultrices 2.0 du nord du Sénégal, bénéficiaires des programmes de ONU Femmes
- 14** Ziguinchor : La FAO aide à réhabiliter la plateforme de transformation de poisson des femmes de Fanda
- 17** Nématoba Mandingue, site d'expérimentation du projet 4R
- 19** UNFPA Sénégal et les Femmes de Dianabo autour d'un projet de ferme écologique
- 22** L'ONU DC soutient les femmes dans le Cyberespace
- 23** L'OIM appui les femmes migrantes dans leur aventure entrepreneuriale
- 26** AGRIFED : Renforcer l'autonomisation économique et la résilience des agricultrices du Sénégal à travers le digital
- 28** Comment les politiques transformatrices en matière de genre peuvent stimuler l'autonomisation économique des femmes.
- 30** Sécurité des femmes journalistes : l'UNESCO outille la corporation féminine
- 32** UNCDF promeut l'autonomisation économique des femmes par le déploiement d'investissements sensibles au genre.
- 34** Portrait d'Awa, femme réfugiée et militante pour l'éducation des enfants réfugiés au Sénégal

FOCUS

- 36** La classe passerelle et le rêve de Maimouna
- 38** Elections locales au Sénégal, scrutin du 23 janvier : Le HCDH et la plateforme Été Jamm initient une mission d'observation
- 40** Le changement climatique a un impact dramatique, affectant particulièrement les filles
- 42** Wassacodé : la mortalité maternelle et infantile réduite grâce à la case de santé
- 44** Les femmes peuvent-elles bénéficier des emplois verts ?
- 45** Le Festival Films Femmes Afrique s'ouvre au Sénégal avec l'appui du Haut-Commissariat aux Droits Humains

DROIT DES FEMMES

- 47** Les Bajenu Gox dans la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)
- 49** UNICEF : Nous devons remettre en cause les inégalités portant atteinte aux droits des filles
- 51** UNICEF : Mettre fin aux mutilations génitales féminines au Sénégal

UN GLOBAL

- 52** Journée des droits de l'Homme - 10 Décembre
- 53** Journée internationale de la couverture sanitaire universelle - 12 Décembre
- 54** Journée internationale des migrants - 18 Décembre
- 55** Journée internationale de la préparation aux épidémies - 27 Décembre
- 56** Journée internationale de l'éducation - 24 Janvier
- 57** Journée internationale de la fraternité humaine - 4 Février
- 58** Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines - 6 Février
- 59** Journée internationale des femmes et des filles de science - 11 Février
- 60** Journée internationale des femmes - 8 Mars



Chef d'édition

Papa Cheikh Sakho Jimbira

Crédit photos - Une et intercalaires

Yulia Panevina - ONU FEMMES

Rédacteurs

Aissata Sall - UNFPA
 Alioune Mamour Ndiaye - ONU Femmes
 Alpha Oumar Diallo - ONUDI
 Ass Malick Sall - UNCDF
 Awa Cheikh Faye - OIM
 Cyrielle Feltesse - ONU DC
 Gosia Courtay - HCR
 Habibou Dia - HCDH
 Hawa Seydou Diop - ONU FEMMES
 Lalaina Fatratra Andriamasinoro - UNICEF
 Leticia Ewane Epee - UNESCO
 Louis Philippe Sagna - PAM
 Moussa Diop - UNICEF
 Ndeye Coumba Diadhiou - OMS
 Papa Cheikh Sakho Jimbira - UNRCO
 Yacine Cissé - FAO
 Yulia Panevina - ONU FEMMES

Design :

Ibrahima Souleymane Mbengue



<https://un.senegal.org>



facebook.com/onusenegal



twitter.com/OnuSenegal

Soutenir les femmes pour bâtir un avenir durable



Les femmes ont toujours été en première ligne dans la satisfaction des besoins fondamentaux des populations et sont aujourd'hui à l'avant-garde sur les questions de durabilité, de développement durable et de changement climatique, au niveau des foyers, des communautés, des pays et à l'échelle globale.

Siaka Coulibaly

Coordonnateur Résident du
Système des Nations Unies au Sénégal



La célébration de la Journée internationale des femmes, ce 8 mars 2022 sous le thème « *L'égalité des sexes aujourd'hui pour un avenir durable* » est l'occasion de revenir sur le rôle crucial des femmes dans l'action climatique et l'édification d'un avenir durable.

En quelques décennies, l'action humaine a rompu l'équilibre de la nature, entraînant des changements climatiques, dont chacun d'entre nous constate aujourd'hui les désastreuses conséquences, dans la vie quotidienne des populations et sur notre planète. L'impact est bien entendu économique, mais il est surtout social et même civilisationnel. C'est clairement notre avenir commun qui est en jeu, mais le compte à rebours a hélas commencé depuis longtemps et nous devons agir avant qu'il ne soit trop tard. Les hommes sont toujours lents à croire aux fléaux disait Albert Camus, mais là il ne s'agit plus d'y croire, mais de constater les dégâts et d'agir.

Toutes les études le montrent, les femmes sont les premières à subir les conséquences des changements climatiques, car ces derniers amplifient les inégalités existantes entre les sexes et met la vie et les moyens de subsistance des femmes en danger. Aussi, existe-t-il un lien indéniable entre le genre, l'équité sociale et les changements climatiques.

Or, il n'est pas acceptable que nous laissions les femmes et les filles porter le fardeau des impacts climatiques. En réalité, elles sont une des clés qui nous permettront de renverser la dynamique car, mieux que quiconque, elles savent impulser des dynamiques transformatrices qui produisent des impacts durables, quand les moyens leur en sont donnés.

A l'occasion de la mission conjointe que l'Équipe-pays des Nations Unies au Sénégal a entrepris dans les régions de Saint-Louis et Matam, au demeurant zones transfrontalières, nous avons pu constater comment le

travail des femmes a considérablement transformé la vie des populations de ces régions fortement touchées par la désertification et le manque d'eau dans certains endroits. En effet, à Ross Béthio, le Projet d'Appui aux Femmes dans l'Agriculture et le Développement Durable ou PAF/AGRIFED, mis en œuvre dans le cadre d'un flagship global d'ONU femmes en lien avec la FAO pour améliorer les conditions de vie des femmes dans l'agriculture en autonomisant économiquement plus de 30.000 agricultrices sénégalaises et à renforcer leur résilience face aux changements climatiques, a donné de remarquables résultats.

A Woudourou, les femmes réfugiées mauritaniennes installées dans la localité avec leurs familles depuis 1989, sont un parfait exemple d'intégration et de solidarité transfrontalière. Grâce au soutien du UNHCR les réfugiés peuvent accéder à la terre mise à disposition par les populations locales, à travers des contrats de bail ou engagements conjoints leur permettant d'exploiter des parcelles cultivables. Ces populations sont aujourd'hui autosuffisantes et réussissent à contenir les effets des changements climatiques.

Renforcement de l'entrepreneuriat féminin agricole, financement de projets, renforcement des capacités..., ONU Femmes, la FAO, le PAM, le FIDA, l'UNICEF, le HCR, le PNUD, UNCDF, ONUDI et bien d'autres Agences du Système des Nations Unies au Sénégal en lien avec le Coordonnateur Résident, accompagnent au quotidien les femmes à travers divers projets, programmes et initiatives pour renforcer leur autonomisation et leur résilience face aux changements climatiques. Les Nations Unies sont également engagées dans des initiatives transfrontalières et régionales, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), notamment à travers la Grande muraille verte et d'autres initiatives, qui placent les femmes au premier plan de la lutte contre les changements climatiques et l'édification d'un avenir durable. De même, le projet transfrontalier entre la Gambie et le Sénégal mis en œuvre par les Agences du Système des Nations unies des deux pays contribue fortement à l'autonomie et la résilience des femmes dans les zones frontalières concernées.

Le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres ne s'y trompe guerre en rappelant entre autres mesures, dans son message à l'occasion de la Journée internationale des femmes, que nous ne réussirons à édifier un avenir durable, qu'en : « ...adoptant des mesures ciblées, comme des quotas de genre, afin que nous puissions toutes et tous bénéficier des idées, de l'expérience et du leadership des femmes partout où les décisions sont prises. ».

Aussi, faut-il que les femmes aient un meilleur accès à l'emploi et nous nous réjouissons qu'au Sénégal, cette priorité soit prise en compte par le Gouvernement dans toutes les politiques publiques, notamment à travers des actes législatifs (loi sur la parité, criminalisation du viol, ...), mais également la mise en place de structures de financement et d'accompagnement des femmes comme la Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER). Dans cette perspective, 16 Agences du Système des Nations Unies sous le leadership du Coordonnateur Résident accompagnent le Gouvernement dans la préparation et la mise en œuvre du programme d'insertion socio-économique des jeunes et femmes en lien avec le volet Priorité PSE Jeunesse et le programme présidentiel d'urgence en faveur des jeunes et des femmes. Le Système des Nations Unies au Sénégal demeure résolument engagé à accompagner et soutenir les efforts du Gouvernement en faveur des femmes ; efforts fondés sur la durabilité, qui repose sur le principe de répondre aux besoins d'aujourd'hui sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Malgré les coups de boutoir portés par la Covid-19 à l'Agenda 2030 et l'atteintes des Objectifs de Développement Durable, la durabilité qui fondent les 17 objectifs de cet Agenda universel constitue la meilleure approche qui s'offre à nous et les femmes ont un rôle primordial à jouer. Les femmes ont toujours été en première ligne dans la satisfaction des besoins fondamentaux des populations et sont aujourd'hui à l'avant-garde des questions de durabilité, de développement durable et de changement climatique, au niveau des foyers, des communautés, des pays et à l'échelle globale. Le Système des Nations Unies reste déterminé à accompagner les efforts du Gouvernement dans l'atteinte des priorités nationales de développement et la réalisation des ODD et l'agenda 2030 pour la période restante, à travers les axes de son cadre de coopération, le Rapport National Volontaire de progrès 2022, la décennie d'action, la territorialisation des ODD, le cadre de financement intégré des ODD (INFF).

Nous sommes convaincus que notre futur et l'avenir de notre planète reposera grandement sur la place que femmes occuperont dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, aux niveaux local et global.

A l'occasion de cette Journée Internationale, nous rendons hommage à toutes les femmes et jeunes filles du Sénégal et d'ailleurs, en leur souhaitons une bonne fête et en leur réitérant l'engagement du Système des Nations au Sénégal à leurs côtés.

Siaka Coulibaly
Coordonnateur Résident du
système des Nations Unies au Sénégal



« L'inégalité de genre est par essence une question de pouvoir, car notre monde et notre culture sont dominés par les hommes. Il est temps d'inverser les rapports de force. »

António Guterres
Secrétaire général de l'ONU



ENTRETIEN

Mme Oulimata Sarr, Directrice Régionale, ONU Femmes Afrique de l'Ouest et du Centre

Par Papa Cheikh Sakho Jimbira – Bureau du Coord.
Résident

A l'occasion de la journée internationale des femmes, célébrée ce 8 mars, sous le thème « *l'égalité des sexes aujourd'hui pour un avenir durable* », Mme Oulimata Sarr, Directrice Régionale d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, revient sur l'engagement de l'Agence qu'elle dirige en faveur des femmes, au Sénégal et dans la sous-région.

En reconnaissance de la contribution des femmes et des filles du monde entier qui mènent l'offensive quant à l'adaptation et la réponse aux changements climatiques et à leur atténuation, en faveur de la construction d'un avenir plus durable pour toutes les personnes, la Journée internationale des femmes célébrée le 8 mars 2022 est placée sous le thème de « *L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable* ». Comment ONU Femmes aide-t-elle à faire avancer cette problématique au Sénégal et dans la sous-région ?

ONU Femmes soutient l'autonomisation économique des femmes conformément à ses engagements et s'appuie sur des études de plus en plus nombreuses qui montrent que l'égalité des sexes contribue de manière significative au développement économique et durable. Au niveau opérationnel, au Sénégal, ONU Femmes soutient la participation effective des femmes dans les chaînes de valeur agricole avec un focus sur l'agriculture résiliente au changement climatique depuis 2018. Nous organisons les agricultrices en coopératives en fonction de la chaîne de valeur (riz, céréales locales et fruits de saison) et soutenons leur accès au financement, à la terre, à la technologie, aux compétences et au marché. Nous travaillons avec plus de 25 000 femmes au Sénégal. C'est ainsi que nous contribuons à rendre les femmes plus autonomes économiquement, plus résilientes et mieux outillées en matière d'adaptation et d'atténuation au dérèglement climatique. Au niveau politique, nous aidons les pays à intégrer le genre dans leurs stratégies et politiques relatives à la transition vers l'économie verte. A titre d'exemple nous menons un programme de recherche avec la Banque Africaine de Développement sur l'économie verte et venons tout juste de publier le rapport intitulé : « *Des emplois verts pour les femmes en Afrique* ». Nous utilisons toutes ces ressources pour influencer les politiques publiques, afin que nos Etats puissent élaborer des stratégies nationales d'économie verte qui placent les femmes au centre de la réflexion, pour leur donner accès à davantage emplois verts.

Femmes et changement climatique : Pouvez-vous nous faire l'état des lieux de la question au Sénégal ?

Le Sénégal à l'instar des pays du Sahel est très vulnérable au changement climatique en raison de la dépendance de son économie à l'agriculture. Étant donné que les femmes jouent un rôle essentiel dans l'agriculture (plus de 70% de la main-d'œuvre) et en raison de leur forte dépendance aux ressources naturelles pour l'agriculture et pour leurs tâches domestiques, elles sont particulièrement touchées par le changement climatique. Le nord du Sénégal, zone essentiellement agricole et pastorale est particulièrement affecté par les effets du dérèglement climatique.



Afin de limiter les contraintes que le changement climatique fait peser sur les rendements agricoles, ONU Femmes a mis en place le projet d'Appui aux Femmes dans l'Agriculture et le Développement Durable (PAF/AGRIFED) en 2018. Grâce à un financement de près de deux millions de dollars US de BNP Paribas, ONU Femmes a pu renforcer les capacités de près de 16 000 femmes du Réseau des Femmes Agricultrices du Nord (REFAN). Ce projet a fourni à ces agricultrices les connaissances leur permettant de s'adapter au changement climatique. Ainsi, 700 productrices de riz ont amélioré leurs connaissances sur l'agriculture résiliente au changement climatique, à travers la formation de formateurs et la formation professionnelle dans les champs-écoles des agriculteurs. Nous avons également participé à leur autonomisation en faisant bénéficier à environ 1 600 femmes d'une ligne de crédit de 350 000 000 FCFA mise en place par BNP Paribas et gérée par BAOBAB pour financer la production et la commercialisation. Nous avons appuyé par ailleurs la sécurisation des terres octroyées aux femmes, la mise en place et l'adoption de sept chartes locales et de plans d'action de gouvernance foncière garantissant et protégeant les droits fonciers des femmes.

Après plus de 2 ans de pandémie, l'heure est à la relance socio-économique. Quel rôle a joué ONU Femmes durant cette crise et quel sera la place des femmes dans ce processus de reprise, et particulièrement dans l'économie verte ?

Lorsque survient une catastrophe ou crise, les femmes sont souvent les plus durement affectées. Au plus fort de la pandémie, ONU Femmes et ses Agences sœurs ont mis en place des initiatives majeures pour soulager les femmes. La première est l'initiative conjointe « *Panier de la ménagère* », réalisée avec la FAO et l'UNFPA. D'un montant de 450 millions de FCFA, elle consistait à apporter un revenu à environ 5 800 producteurs locaux et à fournir à environ 3 400 ménages vulnérables un panier composé de produits alimentaires diversifiés et nutritifs. A côté de cela, toujours pour lutter contre la baisse des revenus durant la Covid-19, nous avons formé plus de 2 000 femmes du GIE « *Union pour le développement des Femmes de Yoff (UDEPHY)* » à la fabrication de savons et à la transformation de produits alimentaires. Cette initiative débutée en 2020 s'est tout d'abord déroulée en ligne, elle perdure encore et permet à ces femmes de tirer des revenus issus de la vente des produits transformés et des savons. Par ailleurs nous avons appuyé le Gouvernement du Sénégal dans la riposte contre la pandémie, notamment à travers la sensibilisation, la distribution de centaines de kits d'hygiène, des dons en nature à plus de 3 100 personnes, entre autres actions.

L'heure est à la reprise et surtout à la prise en compte de la vulnérabilité des femmes qui a été exacerbée par la pandémie. La reprise doit être inclusive et verte au Sénégal. C'est pourquoi avec nos partenaires, nous cherchons des moyens d'assurer que la transition vers l'économie verte ne se fasse pas sans les femmes.

Les conclusions de nos rapports sur l'emploi vert sont que les femmes sont bien positionnées dans les secteurs qui créeront des emplois soutenables, mais qu'elles n'occuperont pas les meilleures places et y seront moins nombreuses que les hommes.

A ce sujet, je dois mentionner l'initiative PSE Vert, du Gouvernement du Sénégal, un programme du Plan Sénégal Emergent qui constitue une ligne directrice pour toutes les initiatives mises en place par les partenaires au développement qui travaillent autour de la problématique du changement climatique. Six secteurs ont été définis comme prioritaires par cet ambitieux programme : l'énergie, la foresterie, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, l'industrie, l'urbanisme et la construction. Nos programmes et projets sont alignés au PSE Vert avec comme objectif de contribuer à l'atténuation et l'adaptation aux effets du changement climatique, à la gestion durable des ressources naturelles et la préservation des écosystèmes au Sénégal, avec les femmes comme actrices principales.

Si nous voulons que les femmes et les entreprises dirigées par des femmes soient au centre de l'économie verte dans les prochaines décennies, nous devons influencer les politiques maintenant. Nous devons travailler sur les déséquilibres dans l'accès aux financements, aux marchés publics ou encore au foncier. Nous devons aussi nous attaquer au problème du travail non rémunéré des femmes. Il faut impérativement soutenir la formation et l'éducation des femmes et des filles, afin qu'elles puissent faire face aux nouveaux défis de cette économie verte. Il existe des possibilités de tirer parti de l'instrument qu'est la finance verte, les passations de marchés écologiques ou encore le marché du carbone, pour s'assurer que les femmes occupent une bonne place.

Les problématiques de l'égalité, du respect des droits des femmes et leur autonomisation, de leur résilience sont des questions transversales qui concernent la quasi-totalité des Agences du Système des Nations Unies. Comment jugez-vous la collaboration entre les Agences sur ces questions et comment les initiatives conjointes, programmes et politiques peuvent-elles être renforcées ?

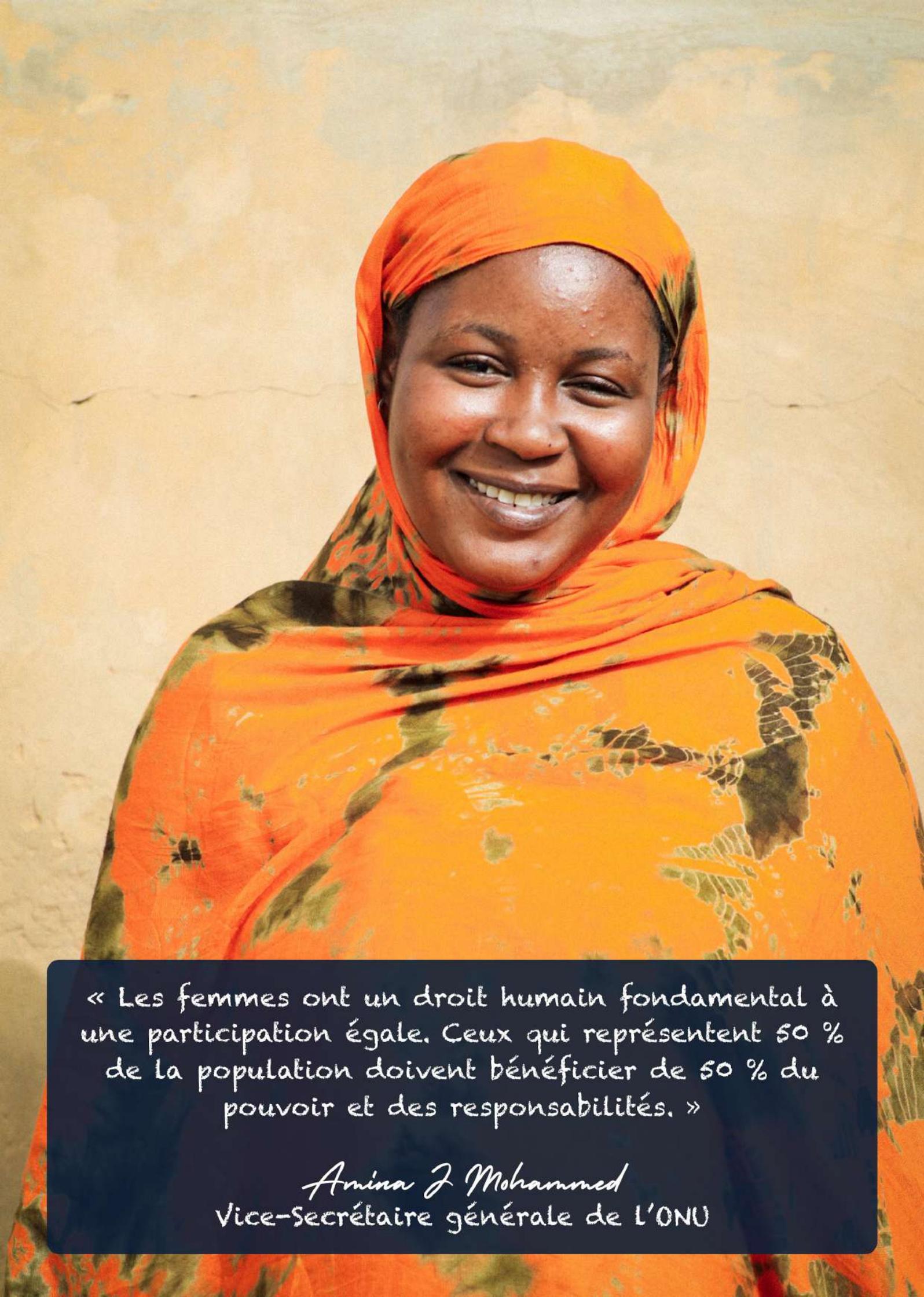
Au niveau local, nous travaillons avec entre autres institutions publiques : l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME), le Réseau des Femmes Agricultrices du Nord (REFAN), la Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta et de la Vallée du fleuve Sénégal (SAED), les Agences Régionales de Développement (ARD). Des initiatives identiques se déroulent également dans de nombreux autres pays de la sous-région.

Au niveau bilatéral, nous travaillons en synergie avec les Agences des Nations Unies pour avoir un impact significatif sur la vie de nos bénéficiaires. Grâce à la transversalité de la thématique genre, nous parvenons à travailler en synergie avec beaucoup d'Agences. J'ai cité au tout début de l'interview l'initiative conjointe « *Le panier de la ménagère* », mais je peux aussi citer le projet entre le PNUD, ONU Femmes et UNFPA sur la sécurité humaine dans les communes de Fass-Gueule-Tapée-Colobane.

Les collaborations entre Agences sont courantes et permettent d'atteindre des résultats tangibles. Le bien être des populations reste au cœur de toutes nos interventions. Ce dénominateur commun qui est à l'origine de notre mandat à tous, fait que nos interventions se rejoignent naturellement. Nous faisons partie d'un même système dont nous partageons les valeurs et la logique. A l'avenir, je prédis plus de synergies, car les interconnexions sont de plus en plus nombreuses dans le monde où nous vivons. Actuellement, alors que les crises multiformes sont légion et parfois interdépendantes, une seule intervention ne peut permettre de soulager durablement ou de satisfaire les communautés dans le besoin. De ce fait, nous devons travailler ensemble pour fournir une réponse holistique, de manière à sécuriser les populations que nous servons.

Mme Oulimata Sarr

Directrice Régionale, ONU Femmes Afrique de l'Ouest et du Centre



« Les femmes ont un droit humain fondamental à une participation égale. Ceux qui représentent 50 % de la population doivent bénéficier de 50 % du pouvoir et des responsabilités. »

Amina J. Mohammed
Vice-Secrétaire générale de L'ONU

AUTONOMISATION DES FEMMES

« *Sop Sa Dieukeur* » ou « *Aimer Son Mari* » en français, un groupement de femmes au service du quotidien familial

PNUD



Investir dans les femmes est l'un des moyens les plus efficaces d'accroître l'égalité, de promouvoir la croissance économique inclusive et durable.

En effet, les femmes consacrent généralement, plus que les hommes, une grande part de leur revenu au bien-être de leurs familles et de leurs communautés.

Le GIE *Sop Sa Dieukeur* de la commune de Sandiara l'illustre parfaitement. En effet, ce groupement de femmes s'active de façon collective dans la commercialisation de fruits de saison et de produit mis en place pour la création de revenus leur permettant de contribuer aux charges du ménages et à leur autonomisation.

Dans le cadre du Projet conjoint « *Plateforme COVID 19* » et grâce à la subvention de 3.000 000F CFA, le GIE a pu consolider ce fonds pour un montant de 6. 000 000F CFA, soit le double du financement initial.

Ainsi, il a pu diversifier son activité et enregistrer 14 nouvelles adhésions en six mois d'activités.

Le GIE s'est ainsi autonomisé du point de vue source de financement et ne contracte plus de crédit au niveau des structures financières décentralisées.

Actuellement, 14 autres femmes bénéficient également indirectement de cet appui puisque le GIE les aide à s'approvisionner et à rembourser le montant principal après déduction de leur bénéfice net. L'excédent de l'activité d'exploitation est enregistré sous forme de tontine (association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC)).





AUTONOMISATION DES FEMMES

Le GIE des Femmes de Kamb, engagé dans forêt de Mbao dans une logique de développement durable endogène

PNUD

La forêt classée de la réserve de Mbao abrite un environnement riche et diversifié qui offre tous les services écosystémiques. C'est au cœur de ce « Poumon vert » de Dakar que le GIE des Femmes de Kamb préserve la biodiversité tout en menant des activités génératrices de revenus dans un périmètre agroécologique de maraîchage, site d'une ancienne décharge.



Binta Wane, présidente du GIE : « En 2005, nous avons recours aux crédits bancaires pour financer des activités et subvenir à nos besoins. En cherchant des solutions de

financement durable, j'ai compris que seule une activité génératrice de revenus nous assurerait l'indépendance financière. J'ai discuté avec les femmes de Kamb et nous avons choisi le maraîchage. Les Eaux et Forêts nous ont conseillé d'avoir un statut légal et nous ont permis d'occuper 500 m² de la forêt, alors occupés par un dépotoir. Le statut de GIE nous a paru plus pertinent. Nous avons nettoyé le site et investi 6500 F CFA pour planter de la tomate, de l'aubergine et de la laitue. 8 mois plus tard, nous avons 600.000 F CFA de recettes, et avons reçu 1 puis 3 ha de plus à cultiver. Le Gouvernement et plusieurs partenaires nous ont soutenu. Le PNUD nous soutient financièrement depuis 2019. Au plus fort de la pandémie, les semences de qualité, les intrants et les formations reçus nous ont permis de relancer nos activités et notre production. Nous participons également aux activités de reboisement et de nettoyage de la forêt et sensibilisons sur la préservation de la biodiversité. En ce 8 mars, je n'ai qu'un message pour les Femmes du Sénégal et au-delà de nos frontières : « Croyez-en vous-mêmes, et en vos capacités. Osez donner votre opinion. Mettez-vous dans une logique de développement, étudiez les activités qui peuvent donner des résultats et lancez-vous ! Participez à la préservation des forêts, car dans ce contexte de changement climatique, elles sont une garantie de ressources et de revenus. Planter un arbre, c'est assurer notre avenir et celui de nos enfants ».

AUTONOMISATION DES FEMMES

Parole aux agricultrices 2.0 du nord du Sénégal, bénéficiaires des programmes de ONU Femmes

Par Alioune Mamour Ndiaye - ONU FEMMES



La Journée internationale des femmes, le 8 mars 2022 (JIF 2022), s'inscrit sous le thème de « L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable » - en reconnaissance de la contribution des femmes et des filles du monde entier qui mènent l'offensive quant à lutte contre les changements climatiques pour la construction d'un avenir plus durable et inclusif.

Au Sénégal, ONU Femmes contribue au programme « Accès des femmes à la terre et aux ressources productives pour une agriculture résiliente au changement climatique », à travers le projet AgriFeD, qui appuie le réseau des femmes du Nord, dans les régions de Saint-Louis et Matam, où le changement climatique provoque l'irrégularité des pluies, qui affecte durablement la production agricole de ces femmes, dont c'est souvent la principale source de revenus.

Pour savoir comment l'appui d'ONU Femmes a changé les vies de ces braves femmes, nous sommes allés à leur rencontre.

Sina Diagne, agricultrice, membre de REFAN



Sina Diagne fait partie du Réseau des femmes agricultrices du Nord (REFAN), situé dans les régions de Saint-Louis et Matam, au nord du Sénégal. Productrice de riz à Ross Bethio, elle est une bénéficiaire du projet AgriFeD qui a notamment mis sur pied des champs-école au bénéfice de 125 femmes du réseau, afin qu'elles puissent apprendre de bonnes pratiques agricoles et s'adapter au changement climatique.

« Auparavant, nous connaissions avec précision les périodes de semis et les périodes de récolte, ce n'est malheureusement plus le cas, à cela s'ajoute la rareté et l'irrégularité des pluies. Tout est perturbé ; la situation actuelle est inquiétante. »

Quelle est votre activité principale ?

L'agriculture est mon activité principale, ce qui fait que je ne peux pas rester inactive. Je travaille en hivernage, mais je pratique également des cultures de contre-saison. Le rallongement de la durée de maturité de ces dernières affecte les cultures d'hivernage. A cause de cela, il m'arrive de ne pas avoir le temps de préparer les champs à temps, ce qui me pousse à abandonner parfois quelques hectares. Là où nous pouvions récolter 100 sacs par hectare, nous dépassons rarement les 60 sacs...

Comment avez-vous ressenti les effets du changement climatique ?

Le changement climatique a profondément modifié notre façon de vivre et notre mode de travail. Nous en entendions seulement parler, mais actuellement, nous le vivons de plein fouet.

Nous avons commencé à remarquer ses effets il y a 4 ou 5 ans. Auparavant, nous avions un calendrier cultural stable. Nous connaissions avec précision les périodes de semis et les périodes de récolte, alors que ce n'est plus le cas, à cela s'ajoute la rareté et l'irrégularité des pluies. Tout est perturbé ; la situation actuelle m'inquiète.

Quels sont les principaux effets du changement climatique sur votre activité ?

Il y a quelques années, lorsque nous pratiquions des cultures de contre-saison de riz, les conditions étaient excellentes tandis qu'à présent, avec les dérèglements dans les saisons, il peut faire chaud une semaine et très froid la suivante. Cela perturbe la durée de maturité du riz.



Le changement climatique a également eu un impact négatif sur nos activités de maraîchage. Nous récoltions d'énormes quantités de tomates, mais maintenant, au mois de mars, il y a un vent qui détruit tous nos plants ainsi nos cultures de piment et d'oignon.

Comment arrivez-vous à vous adapter ?

Ce qui nous aide pour faire face, ce sont les informations météorologiques que nous recevons régulièrement sur nos téléphones grâce à l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM). Par exemple, s'ils nous disent qu'il y a une vague de canicule qui s'annonce, nous arrosons nos terres avec beaucoup d'eau, afin que nos cultures ne souffrent pas trop. Ce sont les seules mesures d'adaptation que nous avons pour le moment.

Nous essayons même à notre tour de sensibiliser nos sœurs agricultrices sur les mesures d'adaptation, comme le reboisement. Je n'ai pas fait d'études, mais je sais désormais que la pollution de l'air peut être arrêtée ou atténuée par les arbres grâce aux formations organisées par ONU Femmes.

Maimouna DIOP Présidente de REFAN Saint-Louis



Maïmouna DIOP est présidente de Réseau des Femmes Agricultrices du Nord (REFAN), Saint-Louis qui regroupe les cinq communes du département, et qui totalise plus de 80 GIE. Elle nous parle de l'appui de ONU Femmes dans l'autonomisation des femmes du Réseau.

« Nous avons reçu des formations dans la gestion organisationnelle, la comptabilité, informatique et en éducation financière qui nous permettent de comprendre et de travailler avec les institutions financières de la région. »

Quel a été l'appui principal d'ONU Femmes dans votre travail ?

Nous travaillons dans la transformation de céréales locales, l'agriculture, le maraîchage, la riziculture et le commerce.



ONU Femmes nous appuie dans la formation de nos membres. Les activités de formation sont essentielles à notre travail. Grâce à ONU Femmes, les femmes du Réseau sont parfaitement outillées pour faire mener à bien leurs activités professionnelles. Nous avons reçu des formations dans la gestion organisationnelle, la comptabilité, informatique et en éducation financière qui nous permettent de comprendre et de travailler avec les institutions financières de la région. Pour qu'une femme puisse devenir autonome, il faut qu'elle ait des revenus qui lui permettent de se prendre en charge. Ainsi, en plus des formations théoriques, ONU Femmes a organisé des formations techniques à l'intention de nos membres. Nous avons été formées à la transformation de céréales locales et fruits et légumes, ainsi qu'en saponification, pâtisserie et transformation de riz.

Concernant l'agriculture, nous avons renforcé nos connaissances grâce aux champs-écoles qui nous ont permis d'améliorer les rendements de nos champs. Nous avons également bénéficié d'un appui technique dans la commercialisation dans la filière rizicole.

Qu'est-ce que cet appui a changé dans votre quotidien ?

L'appui d'ONU Femmes a changé ma vie et celle de beaucoup d'entre nous. Les formations m'ont aidé à devenir autonome, car actuellement, j'ai ma propre unité de transformation, j'ai mon champ de 5 hectares et je sais comment gérer mes activités grâce aux connaissances acquises en gestion des entreprises, en comptabilité, etc.

L'expérience d'ONU Femmes démontre que le renforcement de la résilience dans l'agriculture exige une approche intégrée qui aborde simultanément la sécurité du régime foncier ainsi que l'accès à d'autres actifs productifs dans le contexte de changement climatique.

A travers ses interventions, à l'horizon 2023, AGRIFED vise à autonomiser économiquement plus de 30 000 agricultrices sénégalaises et à renforcer leur résilience face aux changements climatiques.



AUTONOMISATION DES FEMMES

Ziguinchor : La FAO aide à réhabiliter la plateforme de transformation de poisson des femmes de Fanda

Par Yacine Cisse - FAO

Au Sénégal, la transformation artisanale des produits halieutiques absorbe entre 30 à 40 % des débarquements de la pêche artisanale. La filière emploie environ 53 400 personnes, mais la main-d'œuvre est constituée à majorité de femmes.

Au village de Fanda, dans la région de Ziguinchor (sud), des femmes de la localité transforment des produits halieutiques notamment le poisson, de façon artisanale. Une pratique communément appelée fumage traditionnel et qui permet aux transformatrices d'avoir une activité génératrice de revenus.

Cependant, le fumage traditionnel présente plusieurs dangers pour la santé des femmes transformatrices et celle des communautés, dont des problèmes respiratoires et oculaires provenant de la fumée et la formation de dépôts de particules toxiques sur les produits. Les fours traditionnels sont très souvent construits avec des matériaux de très mauvaise qualité, causant des brûlures et incendies sporadiques. Ils nécessitent aussi un entretien annuel assez coûteux. Cette pratique de transformation quotidienne contribue également fortement à la dégradation de l'environnement et des écosystèmes essentiels du fait de l'utilisation de grandes quantités de bois comme combustible.

« La terrible ventilation de l'infrastructure de fumage actuelle, qui ne nous permet pas de respirer correctement, ainsi que la hauteur des fours, qui nous crée des maux de dos, rendent nos conditions de travail très difficiles », se plaint Fatou diop, présidente du groupement des femmes transformatrices de Fanda.

Pour protéger la santé des femmes et des communautés, améliorer leur qualité de vie et assurer la qualité sanitaire des produits, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) va restaurer la plateforme de transformation de poisson du village de Fanda avec la construction de nouveaux fours FTT (FAO-Thiaroye Processing Technique). Ceci pour éliminer les fours actuels et ajouter d'autres chambres, afin de maintenir le circuit de production.

Les fours FTT contribuent à réduire la pression sur les ressources naturelles et à promouvoir le développement durable.

C'est une innovation écologiquement propre, moderne et respectueuse de l'environnement grâce à l'exploitation des biomasses agricoles et du charbon.



De bonnes pratiques de transformation pour des produits plus sains

La vulgarisation à grande échelle des fours FTT participe ainsi à la modernisation des sites de transformation artisanale des produits de la pêche et de l'aquaculture.

« Lorsque la FAO modernise une infrastructure de transformation de poisson, elle ne se concentre pas seulement sur la rénovation des fours de fumage, elle veille à améliorer l'ensemble de la chaîne de production et la gestion communautaire, en créant un circuit de chambres séparées, de nettoyage/éviscération, de transformation, de refroidissement, de préparation des produits, de stockage, etc., pour éviter la contamination du produit halieutique, assurer une excellente qualité qui répond aux exigences internationales en matière de sécurité alimentaire et permettre aux femmes d'accéder à de meilleurs marchés », explique Paula Anton, Fonctionnaire chargée des pêches et de l'aquaculture du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest.

Le four FTT est construit avec des matériaux solides et durables.

Il permet d'éviter les coûts de remplacement et les éventuels incendies, réduit le niveau d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans le poisson produit et élimine la fumée. Il a également une capacité de production beaucoup plus élevée.

« Avec une infrastructure de transformation communautaire les femmes peuvent se relayer pour transformer le poisson, ce qui permet aux transformatrices d'avoir beaucoup plus de temps à consacrer aux tâches quotidiennes et à d'autres activités génératrices de revenus », ajoute Paula Anton.

La FAO va restaurer la plateforme de Fanda en collaboration avec l'Organisation non gouvernementale UrbaSEN, la Direction des pêches maritimes (DPM) et l'Agence nationale des énergies renouvelables (ANER). Pour garantir la durabilité de l'activité et sa réplique dans les communautés environnantes, la FAO et UrbaSEN vont former les maçons et les artisans locaux sur la construction d'infrastructures halieutiques et les femmes bénéficiaires sur les meilleures pratiques de transformation de poisson et de gestion communautaire.

Némataba Mandingue, site d'expérimentation du projet 4R

Par Louis Philippe Sagna - PAM



Dix villages polarisent ce terroir central situé à 20 km de Kolda, au sud du Sénégal. Grâce au financement du Fonds Vert Climat (GCF), les communautés ont pu valoriser plus de 100 ha, au profit de 284 ménages.

L'initiative pour la résilience des communautés rurales est un projet encadré par le PAM pour assister 6000 personnes. Les bénéficiaires choisis (hommes et femmes) ont été formés par le personnel du PAM appuyé par les partenaires coopérants (PROVALE CV & La Lumière).

« Avant l'arrivée de ce projet, nous avions beaucoup souffert. Nous ne connaissions pas les techniques de rétention d'eau et par conséquent, nous n'avions pas de bons rendements », souligne Penda Sané. La présidente du GIE des femmes rappelle que cela se ressentait dans les ménages qui ne pouvaient constituer de stock, puisqu'au bout d'une à deux semaines, leurs récoltes étaient totalement consommées.

La mise en place de champs écoles ou parcelles de démonstration a permis d'appliquer différentes technologies pour permettre aux participants de les

répliquer dans leurs parcelles. Les rendements ont été positifs avec 4,2 t à l'hectare. « Auparavant on pouvait cultiver de grandes surfaces, mais on avait que très peu de récoltes. Aujourd'hui, sur un tout petit aménagement, l'on peut beaucoup récolter et limiter les pertes. » s'exclame Adama Faty, 32 ans, mariée et mère de 06 enfants.

A Némataba Mandingue, ce projet a changé la vie des ménages, renchérit Penda Sané. « C'est vraiment rentable ! Mieux, l'argent qui servait à acheter du riz est désormais utilisé pour la scolarité des enfants et la santé des membres de la famille », poursuit-elle.

L'aspect genre a été pris en compte dans cette volonté du PAM de faciliter l'adaptabilité des communautés aux chocs climatiques. Au même titre que les femmes, les hommes ont rivalisé d'ardeur dans ces champs écoles où ils n'ont jamais senti les brûlures des rayons solaires, tellement ils ont accueilli ce projet à bras ouverts. « Nos jeunes ont traversé le fleuve à la quête d'une vie meilleure. Malheureusement beaucoup y ont perdu leur vie. Grâce à cette assistance du PAM et de ses partenaires, ce phénomène n'est plus d'actualité », témoigne Ibrahima Diassy, bénéficiaire.



Ce père de famille, qui manie bien la langue de Molière, dispose d'une charrette avec laquelle il aide la communauté à transporter les récoltes vers les greniers. *« Notre engagement est sans faille. Avec cette assistance nous avons compris la motivation du PAM qui veut nous aider à voler de nos propres ailes. »*, lance-t-il. Aider ces communautés à être résilientes, c'est l'objectif principal selon la Représentante résidente du PAM. Venue assister à la moisson du riz, après avoir participé aux semis, Fatiha Terki n'a pu rester indifférente. *« Elles sont joyeuses et travaillent avec beaucoup de passion, ce qui leur a valu une très belle récolte »*, se réjouit-elle.

Des stratégies orientées essentiellement sur la réduction des risques de catastrophes ont été développées, notamment l'aménagement d'infrastructures hydroagricoles pour conserver les eaux de surface.

L'introduction de l'assurance agricole a également permis aux communautés de trouver un système de compensation face aux pertes post-récoltes.

« C'est vraiment une chance d'avoir cet appui. Il n'y a que des avantages » réaffirme Adama Faty. En revanche, elle réitère le souhait d'avoir des outils de travail adaptés tels que des tracteurs, des moissonneuses batteuses et des moulins pour alléger la charge de travail des femmes. Un appel à la mécanisation bien perçu par le PAM dont l'une des priorités consiste à donner à la femme les moyens de contribuer efficacement à l'entretien du ménage (santé, éducation, alimentation). Ce qui la valorise et lui donne l'opportunité de participer à la prise de décision au sein du foyer.



AUTONOMISATION DES FEMMES

UNFPA Sénégal et les Femmes de Dianabo autour d'un projet de ferme écologique

Par Aissata Sall – UNFPA

Arriver à une autonomisation des femmes à travers des Activités Génératrices de Revenus (AGRs) respectueuses de l'environnement, c'est le crédo à travers lequel UNFPA a accompagné un groupement de femmes de Kolda soucieuses de mener une activité tout en ayant un impact positif sur leur environnement.

Expérience originale et résiliente

A Dianabo, dans le Kolda, UNFPA avec le financement des Affaires Mondiales du Canada (AMC), soutient une expérience originale d'agroécologie selon un schéma circulaire intégrant un périmètre maraîcher, une ferme piscicole et une exploitation avicole sur une aire de culture sans pesticides. La partie agricole est irriguée grâce à l'eau de récupération du bassin piscicole puis fertilisée avec le fumier avicole.

L'objectif est de promouvoir le développement d'une Activité Génératrice de Revenus (AGR) qui contribue à

la sécurité nutritionnelle et est source de création d'emplois durables, à partir de ressources locales dans un contexte de lutte contre les Mutilations Génitales et Féminines. Ce modèle est pensé et mis en œuvre par les femmes du GIE Kawral et l'ONG FODDE, qui grâce à l'appui technique d'UNFPA et du Service Régional de la Pêche de Kolda, ont suivi des formations sur le processus de mise en place et l'extension d'une AGR, les techniques de pêche aquacole, la fabrication de l'aliment nutritif, les bonnes pratiques aquacoles et les méthodes de gestion efficace de la ferme.



Mame DIOP responsable des questions de Genre au niveau de l'ONG FODDE, de déclarer : « Les activités humaines dégradent l'environnement, cette dégradation se fait souvent sans souci du renouvellement des ressources. Ainsi, les emplois verts sont des emplois "responsables" dans tout secteur économique contribuant à la préservation, la restauration et l'amélioration de la qualité de l'environnement. ».

Mame se dit fière d'annoncer que grâce à l'appui de l'UNFPA et AMC, ce micro-projet est une véritable aubaine dans une zone où le poisson est très rare. La ferme de Dianabo ambitionne ravitailler entièrement en poisson le village et ses environs, améliorant ainsi la santé nutritionnelle des femmes des enfants et des adolescentes et générant des ressources additionnelles pour leur autonomisation. L'AGR de Dianabo accompagne les femmes de la localité, à développer et protéger leur environnement dans une coopérative qui valorise la ressource halieutique, agricole et avicole par la production de poisson, poulets et légumes. « *Dianabo* » qui signifie en mandingue « le bâton d'appui pour se lever ».

Rôles des acteurs impliqués

L'expérience est développée par le GIE Kawral sous encadrement de l'ONG FODDE, composés principalement de femmes, qui souffrent du manque d'accès aux ressources économiques et à la formation, mais qui ont l'esprit d'initiative et une expérience dans la chaîne de production du secteur primaire.

Les GIE sont les bénéficiaires directs de l'action et jouent le premier rôle de suivi, d'entretien et de contrôle de l'activité. Ils sont responsables de la surveillance et de l'alimentation correcte des alevins.

L'Agence nationale d'Aquaculture (ANA) est chargée de l'aménagement, de la formation pratique et du suivi technique de la ferme. Elle approvisionne la ferme en alevins et en nourriture, elle fait le suivi périodique pour voir l'évolution du grossissement des poissons et prendre des dispositions correctives.

Disponibilité de poissons frais

L'activité piscicole est réalisée sur un bassin de 60 m². Le cycle de production a démarré avec 2.000 alevins, soit cinq espèces par mètre carré avec une majoration de 5% d'alevins de plus pour compenser la mortalité due aux manipulations. Les bassins sont fertilisés avec de la fiente de poules à une dose optimale et les alevins sont régulièrement alimentés avec un composant nutritif traité à partir de résidus agricoles du terroir. Un cycle de production respectueux d'une chaîne de valeurs environnementale.

... et amélioration de revenus

Les femmes se disent heureuses. Elles mènent des activités qui leur permettent de mieux vivre. « Avant, on souffrait. Mais maintenant on s'en sort bien », dit Penda.

Des résultats probants sont enregistrés avec cette expérience de pisciculture avec deux récoltes par trimestre. A ce jour, les bénéficiaires ont pu obtenir 1, 244 kg de poissons vendus excepté les quantités autoconsommées.

Les recettes totales issues de la vente sont estimées à 1. 805.785 F CFA. « *On a vendu plus d'un million de francs* », explique Astou K., présidente du GIE. Le bénéfice dégagé a permis d'agrandir le périmètre maraîcher et de diversifier les cultures. Pour sa part, Eugénie, la vingtaine, jeune mère de deux enfants, et préposée à la vente, écoule l'ensemble des produits issus de la ferme « *Cela marche bien et le bénéfice que nous tirons nous permet de subvenir à nos besoins et à ceux de nos enfants. Avant c'était difficile. On n'avait pas d'argent pour envoyer les enfants à l'école et les nourrir. Mais avec ce projet, les choses ont changé. Et quand ils tombent malades, on arrive à payer les soins....* ».

Les effets sont bien réels dans la vie des communautés. Presque tous les ménages sont ravitaillés par la ferme.

De plus, la coopérative enseigne aux femmes les compétences essentielles pour agir dans la société civile ainsi que dans la protection de leur environnement en reboisant et en utilisant les foyers améliorés économiseurs d'énergie pour la cuisson. Les compétences acquises leur ont permis de devenir plus autonomes dans leur coopérative, dans leur communauté et d'améliorer leur productivité.

Rendre les communautés résilientes

Ce micro projet vient pallier la raréfaction de la ressource halieutique qui est un phénomène qui touche considérablement la région. La pêche artisanale y est pratiquée depuis bien longtemps dans l'affluent du fleuve Sénégal mais la production est restée très faible.

Le retrait progressif du trop-plein du fleuve laissant davantage place à la berge et l'envahissement du fleuve par certaines bactéries ont occasionné des baisses de capture. L'implantation de cette ferme piscicole constituait un défi majeur pour assurer la forte demande en poisson de la zone, mais aussi une solution efficace pour pallier les variations du climat qui se manifestent de plus en plus.



L'appui de l'UNFPA et AMC

Le micro-projet a été mis en œuvre avec l'appui de l'UNFPA/AMC et l'encadrement de l'Agence nationale d'aquaculture (ANA) avec comme visée : insérer socio-professionnellement les femmes de certaines communautés, surtout en milieu rural. Chacun des villages devait identifier un projet. On devait les enrôler autour des travaux d'intérêt communautaires. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette AGR, UNFPA a contractualisé avec SUNTAEG Energy qui a foré un puits motorisé, installé des équipements d'énergie solaire, et équipé le magasin commercial en congélateurs,

ventilateurs, téléviseur... La construction de bassins et l'achat du tricycle pour faciliter l'écoulement des poissons ont été réalisés par l'ONG FODDE sur financement d'UNFPA/AMC.

« Ce projet, nous avons constaté qu'il a apporté un plus à la vie de ces femmes, en terme de capacités à réaliser leur autonomie financière et surtout ce qui est important, ce projet a permis la consolidation de la cohésion sociale au sein de la communauté. »

« Je suis vraiment impressionnée ... Impressionnée par l'engagement de la communauté, impressionnée par la solidarité que je vois, impressionnée de voir que cette AGR a changé complètement la dynamique, la vie, les conditions de vie de Dianabo. L'impact est transformationnel », dit Dr Ndeyrou Diagne, représentante de l'AMC en visite sur le site en Mai 2021.

Aujourd'hui, l'AGR est la fierté de Dianabo car les méthodes de production sont socialement responsables et respectueuses de l'environnement.

L'AGR est devenue une entreprise qui prend son envol et crée de l'emploi au niveau de sa zone de production. Les membres sont aussi sollicités dans le coaching pour les productions aquacoles, moyennant une rémunération. *« Ainsi, on pourra former plusieurs femmes aux métiers d'entrepreneurs piscicoles et leur donner l'opportunité d'avoir un emploi durable sur place, à l'heure de la promotion du « Réussir au Sénégal » ou « Tekki Fi ».*

L'ONU DC soutient les femmes dans le Cyberespace

Par Cyrielle Feltesse - ONU DC

Le Programme mondial de l'ONU DC sur la cybercriminalité en Afrique de l'Ouest a lancé une nouvelle initiative pour encourager davantage les femmes à poursuivre leurs études et faire carrière dans la cybersécurité.

En 2021, l'ONU DC a tenu la première réunion du réseau des femmes africaines dans le cyber. Des femmes impliquées dans la lutte contre la cybercriminalité, les technologies de l'information et la cybersécurité, et à tous les niveaux de leur carrière, ont participé à cet échange.

« Encourager et soutenir les femmes à faire carrière dans la lutte contre la cybercriminalité, la cybersécurité et l'informatique est essentiel au développement d'une nation. Le travail de l'ONU DC dans ce domaine aidera les pays à atteindre les Objectifs de Développement Durable », a déclaré le Directeur régional de l'ONU DC en Afrique de l'Ouest et du Centre, Amado Philip de Andrés.

Lors de la première réunion, Carmen Corbin, du Programme mondial de l'ONU DC sur la cybercriminalité, a évoqué les défis auxquels elle a été confrontée en tant que femme procureure spécialiste des affaires de cybercriminalité. Des réseaux comme celui-ci l'ont ainsi aidé à naviguer dans sa carrière. « Il est essentiel que nous nous entourions d'un réseau de femmes talentueuses à tous les niveaux et de tous les secteurs de la profession, afin de nous aider mutuellement à grandir dans le domaine », a déclaré Mme Corbin.

Depuis le lancement, l'ONU DC a organisé des réunions mensuelles pour encourager le réseautage et la communication entre les femmes dans les cyber-professions à travers l'Afrique. Le Réseau s'est élargi pour inclure plus de 50 femmes de nombreux pays africains, par exemple du Sénégal, Nigéria, Kenya, Tunisie ou encore de Namibie. Prochainement, le programme lancera une série de sessions mensuelles appelées « Cyber Diva Bootcamp ». Ces séances spéciales porteront sur le développement professionnel des femmes dans les cyber-carrières.

SPEAKER
Balkissa I. SIDDO
Head of Public Policy for Francophone SSA & Cameroon at META

UNODC AFRICA WOMEN
IN CYBER NETWORKING EVENT :
AFRICA CYBER CAFE

**Remaining Open to Opportunities :
Moving from Public to Private Sectors**

January 26th - 17:00 UTC

Carmen Corbin • 1er
Head of Counter Cybercrime Programming (West and Central Africa) at UNO...
23 h • 🌐

📣 CALLING ALL WOMEN WORKING IN CYBER in AFRICA!! 🌐

Join our Women's Networking Group for a monthly conversation and networking! Each month a new guest will share her experience and tips to thrive in cyber roles. Next meeting 📅 17 Nov
Registration : forms.gle/kLmNiDcXTTpW2r #africa #networking #cyber

Voir la traduction

UNODC Africa Women in Cyber
Join us for monthly conversations on cybercrime, cybersecurity and the IT Industry

UNODC Africa Women In Cyber Networking
Join the group Africa Cyber Cafe

Click on the link above to register and join the women's network.

AUTONOMISATION DES FEMMES

L'OIM appui les femmes migrantes dans leur aventure entrepreneuriale

Par Awa Cheikh Faye - OIM



L'OIM a organisé une formation en entrepreneuriat à Tambacounda et Ziguinchor dans le cadre du projet Migrant as Messenger (MAM).

La session a été animée par la société Acc'ell-r en partenariat avec l'OIM au profit de migrantes de retour qui ont bénéficié d'un diagnostic de leurs projets. Cela a permis d'identifier les problèmes qu'elles rencontrent en tant qu'entrepreneures et de tenter d'y apporter des réponses et des solutions concrètes.

Les migrantes prenant part à l'atelier ont toutes des petites entreprises plus ou moins informelles. « *On a travaillé avec elles sur des feuilles de route, qui vont nous permettre de cadrer pendant les deux mois d'accompagnement que nous allons faire, le suivi global de leurs projets* », explique l'experte en entrepreneuriat.

Les volontaires ont été constituées en groupement d'intérêt économique par région, afin qu'elles puissent mener leurs activités dans un cadre formel, qu'elles puissent dans l'avenir avoir accès à des financements, et de façon générale qu'elles puissent tendre vers des perspectives plus intéressantes en termes de développement de leurs entreprises.

Afin de hâter cet élan, l'OIM va leur octroyer une subvention. Avec l'appui de l'experte en entrepreneuriat, elles ont déjà défini des priorités en termes d'investissement et arrêté leurs budgets.

Renforcer les capacités entrepreneuriales des volontaires

La prochaine étape est un suivi en ligne. Il s'agira de sessions de coaching individuel et un monitoring des dépenses et de l'avancement des activités de chaque volontaire ayant pris part à la formation.

Léonie Sagna, une volontaire vendait du pain de singe raconte-t-elle, mais elle gérait mal sa trésorerie. Dorénavant, elle pense être en mesure de mieux gérer ses fonds et communiquer mieux avec ses clients grâce à la formation en entrepreneuriat. Les volontaires MaM sont au cœur de toutes les activités de sensibilisation sur les dangers de la migration irrégulière initiées par l'OIM à travers le projet MaM. « *Le projet va finir en fin 2022, nous mettons donc en place des activités qui vont leur permettre de continuer la sensibilisation et d'atteindre une autonomie socio-économique* », dit la responsable de communication.

« Jusqu'à-là elles avaient toutes des entreprises mais elles ne savaient pas comment s'y prendre. Donc là, on met à leur disposition des outils qui leur permettront d'être opérationnelles afin qu'elles puissent vivre de leurs activités, que ce soit des activités génératrices de revenus pour elles », poursuit-elle.

Le projet Migrant as Messenger est mis en œuvre par l'OIM avec le concours de migrants de retour devenus volontaires. Ces femmes et ces hommes viennent de zones à haut taux de départ, et sont engagées dans le projet depuis son lancement en 2019, pour sensibiliser leurs pairs sur les dangers de la migration irrégulière.



L'OIM multiplie les initiatives en marge 16 jours d'activisme contre les VBG

En marge des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, l'OIM Sénégal a invité dans le cadre du projet Migrant as Messenger, des spécialistes pour aborder la question de la violence basée sur le genre et les spécificités qui entourent ce phénomène au Sénégal.

Deux émissions ont été diffusées sur Vibe Radio Sénégal avec un expert en genre, un représentant de l'Association des juristes Sénégalaises, un spécialiste en entrepreneuriat féminin et une volontaire MaM.

La représentante de l'association des juristes sénégalaises, coordonnatrice de la boutique de droit sise à la médina a souligné qu'il existe une culture du silence et de l'omerta qui fait loi dans la société sénégalaise et empêche beaucoup de femmes victimes de violences de les dénoncer.

Rokhaya Ndiaye, migrante de retour et volontaire MaM a noté comment les violences basées sur le genre peuvent pousser des femmes à tenter l'aventure de la migration irrégulière citant un cas similaire dans son entourage.

Les participants ont fait l'état des lieux des violences basées sur le genre dans le pays et campé le cadre juridique. Ils sont aussi revenus sur les définitions des concepts de genre, de rôles traditionnels de genres et leurs liens avec les faits de violences, les perceptions et stéréotypes de genre ainsi que les acquis en matière de droit des femmes.

Engager les communautés dans la lutte contre les violences basées sur le genre



Par ailleurs plus d'une centaine de femmes ont bénéficié d'une formation pratique en teinture prodiguée par des professionnelles en teinture et ont pu participer à un atelier d'apprentissage de la transformation de fruits et légumes organisé par l'OIM.

Ces sessions ont eu lieu le 27 novembre à Yarakh et le 07 décembre à Rufisque, et ont été suivies de projections de film thématique, d'une représentation théâtrale par les volontaires et de débats sur les violences basées sur le genre avec les autorités communales, les leaders d'opinions, les populations, les volontaires MaM et des membres de l'association des juristes sénégalaise, ainsi qu'un expert en genre ayant pris part aux émissions radio et un criminologue. Un match de football qui a opposé des équipes mixtes formée du personnel l'OIM et des volontaires MaM des deux sexes a clôt les 16 jours d'activisme contre les



violences basées sur le genre. Un match de football qui a opposé des équipes mixtes formées du personnel de l'OIM et des volontaires MaM des deux sexes a clôt les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre.

La réinsertion des migrantes de retour par l'entrepreneuriat

L'expert en entrepreneuriat féminin a fait valoir lors des émissions sur Vibe Radio Sénégal que l'autonomisation économique des femmes doit servir à prévenir des violences à leur encontre.

Il s'agit là de l'autre grand thème de ces émissions. Les invités ont réfléchi à comment l'entrepreneuriat féminin peut servir d'outil de prévention de ces violences, et aux moyens à mettre en œuvre pour donner des opportunités économiques aux femmes, afin qu'elles soient plus indépendantes.

L'OIM Sénégal a ainsi organisé des formations en entrepreneuriat et gestion de projets au bénéfice des

femmes volontaires du projet Migrant as Messenger MaM.

Les migrantes de retour ont pendant 15 jours été formées à l'entrepreneuriat, la gestion de leurs projets, la gestion financière, la formalisation de leurs entreprises, etc.

Les modules animés en français et wolof, ont tourné autour de ce que doit être la vision d'une entrepreneure. Chacune a eu l'opportunité de travailler sur la structuration des coûts, le calcul de l'investissement, leur cible et les relations avec leur clientèle.

La formation a été initiée pour répondre à un besoin noté parmi les volontaires du projet MaM. Beaucoup d'entre elles font du commerce et tentent de construire de petites affaires, mais de façon informelle. Le but était donc de les aider à formaliser leurs petites entreprises, leur apprendre comment commercialiser leurs produits et étendre leur clientèle.

Un suivi des bénéficiaires de la formation en entrepreneuriat est prévu, afin d'appuyer celles qui en ont besoin dans leurs démarches de même qu'un boot camp.



AUTONOMISATION DES FEMMES

AGRIFED : Renforcer l'autonomisation économique et la résilience des agricultrices du Sénégal à travers le digital

Par Yulia Panevina - ONU FEMMES

Depuis le 8 mars 2018, le Programme Sénégal de ONU Femmes bénéficie d'un appui technique et financier de BNP Paribas pour la mise en œuvre du Projet d'« Appui aux Femmes dans l'Agriculture et le Développement Durable -PAF/AgriFeD».

Ce projet, bien aligné avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), vise tout à la fois à promouvoir une agriculture résiliente au changement climatique au Sénégal et dans le Sahel, l'une des parties du monde les plus touchées par ce fléau, et à diminuer les fortes disparités entre les femmes et les hommes.

Au Sénégal, les femmes représentent un peu plus de 50% de la population totale du pays et 70% de la main d'œuvre en zone rurale. Or, des disparités entre hommes et femmes persistent en matière d'accès aux facteurs de production (foncier, intrants, formation, etc.), ce qui tend à limiter fortement le développement du secteur agricole.

Le projet AgriFED de ONU Femmes vise à autonomiser d'ici 2023, 25000 agricultrices au nord du Sénégal qui n'ont pas accès au système bancaire, en favorisant leur accès à :

- La propriété et le contrôle des terres agricoles ;
- Aux technologies et formations pour accroître leur productivité tout en améliorant leurs pratiques environnementales ;
- Aux financements en formant les entrepreneures aux demandes de crédits ;
- Aux marchés à valeur ajoutée en formant les entrepreneures à de meilleures pratiques commerciales (packaging, labellisation, utilisation du numérique, entre autres).

En novembre 2020, ces femmes ont reçu une formation au pilotage de drones pour faciliter l'inspection de leurs champs et améliorer leurs rendements.

A travers la cartographie et l'interprétation des données, elles peuvent désormais estimer avec plus de précision la quantité de fertilisants nécessaires et détecter des maladies éventuelles dans leurs parcelles. L'utilisation de drones représente un gain de temps considérable, leur permettant de se concentrer sur la chaîne de distribution et les finances, tout en améliorant leurs pratiques environnementales.

L'accès des agricultrices au numérique, grâce au déploiement de la plateforme « Buy from Women » « JENDE CI JIGEEN YI » - « Acheter auprès des femmes »



Dans le cadre du projet AgriFED, la plateforme mobile « Buy from Women » est en cours de déploiement. Le lancement prochain après une phase test, marque une étape importante dans l'accès de ces femmes aux outils technologiques. L'objectif étant de connecter les femmes productrices de la vallée du fleuve Sénégal avec différentes catégories d'acheteurs de produits agricoles : grossistes, détaillants et consommateurs. Cette plateforme permettra également de renforcer les capacités des femmes, agricultrices, faciliter leur accès aux marchés, au financement et aux informations spécifiques à leur activité, communiquées sous forme de messagerie vocale, en français et en langues nationales.

Parmi les sujets traités figurent notamment les périodes de semis, les prix des produits sur les marchés ou encore les conditions météorologiques. Actuellement, le processus de déploiement de la plateforme a permis de former 35 relais et d' enrôler 341 femmes agricultrices au niveau de sept zones test. Les discussions sur l'ancrage technique et institutionnel sont en cours avec les partenaires de mise en œuvre.

AgriFED est une action exemplaire qui combine inclusion sociale, valorisation de l'entrepreneuriat rural féminin, innovation agricole et conscience de l'environnement.

Les résultats du Projet AgriFED :

ONU Femmes a appuyé le REFAN à renforcer la résilience des agricultrices face aux changements climatiques à travers les activités ci-après :

- 699 productrices de riz ont amélioré leurs connaissances sur l'agriculture résiliente au changement climatique, à travers la formation de formateurs et la formation professionnelle dans les champs-écoles des agriculteurs.
- 3 champs-écoles mis en place au profit de 3 GPF à Khor, Mboudom, Ross Béthio (1106 membres au total) ont permis d'obtenir d'important rendements au niveau des parcelles de Bonnes Pratiques Agricoles (PBA), Pratiques Paysannes et Production de semences résilientes aux changements climatiques. Cette initiative a permis de former 75 productrices de riz et de les doter d'outils d'analyse de bonnes pratiques culturelles ; les résultats des champs écoles ont permis de constater l'évolution des rendements de 6 à 8 tonnes à l'ha.
- Les femmes productrices ont acquis des connaissances sur les techniques de production de semences résilientes aux changements climatiques.
- La sécurité et la surveillance de la production des femmes agricultrices est renforcée à travers l'installation de 24 lampadaires solaires, 2 drones de pour la géolocalisation et la surveillance des champs de production.
- La plateforme numérique BuyFromWomen Sénégal est en cours de déploiement avec pour objectif de renforcer les capacités des femmes, faciliter leur accès aux marchés, à l'information sur les changements climatiques et aux financements.
- 516 Agricultrices disposent de meilleures connaissances et informations sur les produits d'assurance agricole => 103 promotrices de REFAN y ont souscrit.



AUTONOMISATION DES FEMMES

Comment les politiques transformatrices en matière de genre peuvent stimuler l'autonomisation économique des femmes.

Par Alpha Oumar Diallo - ONUDI

L'industrie verte favorise une production industrielle sans préjudice pour l'environnement et sans impact négatif sur la santé humaine tout en fournissant du travail décent aux hommes et aux femmes.

Les modes de production et de consommation durables se caractérisent par l'économie des ressources et de l'énergie, ainsi que la faiblesse des émissions de carbone et de la production de déchets non polluants et sûrs.

Dans le contexte sénégalais, le terme « industrie verte » intègre des secteurs classiques désireux d'intégrer les considérations environnementales et sociales dans leurs opérations.

L'industrie énergétique (y compris l'énergie mixte), l'agro-industrie et la pêche revêtent un important potentiel pour être reconnues comme étant « vertes », ce qui présente de grandes opportunités pour les femmes.

Aussi, l'industrie verte constitue-t-elle pour les femmes, un secteur qui présente de grandes opportunités et ceci pour plusieurs raisons.

Les rôles culturels ou traditionnels des femmes et leur affinité avec l'environnement influent sur leurs forces perçues dans l'industrie verte.

En raison de l'accent mis sur la protection de l'environnement, l'industrie verte semble naturellement s'adapter au « rôle bienveillant » des femmes.

De même, il est plus facile pour les femmes de trouver des opportunités dans des secteurs auxquels elles ont déjà participé de manière informelle (par exemple l'agriculture et la gestion des ressources naturelles). Les femmes travaillent dans des domaines à fort potentiel de croissance verte (par exemple, l'agro-alimentaire et la gestion des déchets).

En outre, l'industrie verte offre un espace où les femmes n'ont pas à rivaliser avec les hommes et se trouvent à l'abri des stéréotypes de genre.

Une étude menée par l'ONUDI dans le cadre du projet « EEWIGI » portant sur l'« Autonomisation économique des femmes dans l'industrie verte » et piloté par l'ONUDI en partenariat avec ONU Femmes,



a permis d'affirmer que l'intégration du genre dans les politiques des industries vertes devra consister à faire des analyses et à développer des stratégies qui prennent pleinement en compte l'équité entre les hommes et les femmes au sein des entreprises en dotant celles-ci de talents et d'un leadership fort pour mener à bien leur rôle et les prérogatives qui leur seront accordées.

Elle a par ailleurs mis en évidence que les nombreuses opportunités de faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes dans l'industrie verte émergente au Sénégal.

Les résultats de cette étude indiquent également que les femmes entrepreneures et professionnelles sont confrontées à de multiples obstacles pour accéder à l'autonomisation ; notamment :

- des obstacles au progrès économique ;
- un manque d'accès aux technologies, aux marchés, aux capitaux, aux garanties et aux ressources de crédit ;
- des obstacles à la transformation sociale tels que les normes discriminatoires et les pratiques d'embauche ; du harcèlement sexuel ; et des responsabilités domestiques au sein du foyer.

Malgré ces défis, les entretiens ont révélé que l'industrie verte est perçue comme plus inclusive et moins sexiste que l'industrie énergétique conventionnelle en raison de l'accent mis sur le respect de l'environnement.

Du fait de cette perception, les personnes interrogées voient une marge de croissance et d'avancement pour les femmes dans l'industrie verte.

En effet, comme indiqué dans ce rapport, les femmes émergent en tant que leaders dans un large éventail d'activités professionnelles qui ont un impact sur la santé, la production d'aliments biologiques et la durabilité de la planète.

En matière de politique, le Gouvernement sénégalais a intégré le principe d'égalité des sexes dans certaines lois ainsi que, dans une certaine mesure, dans des plans pour l'industrie verte.

Toutefois, le Gouvernement donne la priorité aux politiques et programmes aidant le pays à s'adapter aux changements climatiques et à les atténuer, les politiques examinées souffrent d'un défaut d'attention vis-à-vis de l'égalité homme-femme et de l'autonomisation des femmes dans l'industrie verte.

L'étude de l'ONUDI a montré qu'au Sénégal 25% des entrepreneures de l'industrie verte ont signalé l'absence de droits fonciers ou de propriété pouvant servir de garantie, et que 86% d'entre-deux ont déclaré ne pas être au courant des programmes visant à favoriser l'entreprenariat féminin dans l'industrie.

L'étude a par ailleurs montré que 63% des entrepreneurs de l'industrie vertes ont déclaré que lorsqu'en grandissant, les filles ne sont jamais encouragées à entreprendre.

Aussi, l'éducation, la sensibilisation et l'investissement des pouvoirs publics dans l'engagement des femmes dans l'industrie verte, semblent-ils constituer des défis urgents à relever.

Sécurité des femmes journalistes : l'UNESCO outille la corporation féminine

Par Leticia Ewane Epee - UNESCO



Elles sont une cinquantaine de femmes, des médias publics, privés et communautaires, à avoir pris part en mars 2020, à l'atelier de formation organisé par l'UNESCO, financé par la Fondation Postcode, pour promouvoir la sécurité des femmes journalistes en ligne et hors ligne.

Renforcer la prévention et la prise en charge des femmes journalistes exposées à des violences spécifiques en ligne et hors ligne, c'est l'objectif de l'UNESCO qui a réuni, du 10 au 12 mars à Dakar, des femmes journalistes, des représentant(e)s des organisations de médias et experts des questions de genre au Sénégal. Pendant trois jours, elles ont été formées aux questions de sécurité dans l'exercice de leur profession.

Dans un contexte où la plupart des femmes sénégalaises gardent encore les stigmates de la société patriarcale et vivent sous le poids d'une construction sociale qui les veut silencieuses, soumises et mises à l'écart des processus de décisions au sein de leurs communautés, il est constaté une recrudescence de la violence à leur endroit.

Les femmes journalistes n'y échappent pas. Bien au contraire, les maux dont elles souffrent en silence ne sont que « *le reflet de ce qu'est la société de manière générale* », relève Eugénie AW, ancienne directrice du Centre des Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI), venue partager son expérience avec ses consœurs.

Harcèlement, stigmatisation, cyber-sexisme, discours haineux sexistes, agression physique, viol, deepfake, des termes qui font aujourd'hui écho au vécu de certaines, dans leurs salles de rédaction, en ligne ou sur le terrain de reportage. En effet, selon une étude préliminaire conduite auprès de quelques médias basés dans la capitale sénégalaise, il apparaît clairement que le harcèlement sexuel est la forme la plus répandue de violence faite aux femmes journalistes. « *Je sais aujourd'hui que j'ai été victime de harcèlement* », prend conscience une journaliste sportive, ce 10 mars 2020. Les faits remontent pourtant à quelques années. « *Un jour, je reçois des messages d'un monsieur sur Facebook. Dans les premières conversations il semblait encourager mon travail, mais très vite, il a dévié, me faisait des propo*



sitions indécentes. Et quand j'ai dit non, il a commencé à me critiquer, à me menacer, à m'insulter... », raconte-t-elle. «... Mais le pire, c'est qu'on est harcelé tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Si ce ne sont pas des hommes politiques, ce sont parfois nos collègues. Ce sont des mots, des regards, des remarques indécentes, des propositions à peine voilées », soutient par expérience, une autre journaliste.

Avant cette formation, une bonne partie des participantes avoue n'avoir pas auparavant suffisamment su identifier ou dénoncer un harcèlement dont elle aurait été victime. « C'est donc tout l'intérêt de cet atelier, mettre à votre disposition les outils nécessaires pour que vous qui avez la plume, sachiez comment l'exploiter pour changer les mentalités et faire bouger les lignes », a rappelé Michel Kenmoe, Conseiller régional du secteur Communication et Information du Bureau de l'UNESCO à Dakar, représentant le Directeur à la cérémonie d'ouverture de l'atelier, tenue en présence de M. Ciré Lo, directeur de cabinet de Madame le Ministre de la Femme, de la Famille et du Genre.

Au terme de cette activité, plusieurs recommandations ont été faites.

Entre autres, la formalisation d'une association ou réseau de femmes journalistes du Sénégal, l'élaboration des politiques de genre dans les rédactions, la promotion de femmes journalistes à des postes de responsabilité et l'introduction de modules sur la sécurité des femmes journalistes dans les programmes de formation des écoles.

Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un projet de promotion de la sécurité des femmes journalistes financé par la Postcode Lottery Foundation de Suède et mis en œuvre au Sénégal, au Mali, en Inde et au Sri Lanka.

Elle complète les efforts plus larges de l'UNESCO pour lutter contre les menaces sexospécifiques en ligne et hors ligne par la recherche, le renforcement des capacités et la sensibilisation, dans le cadre du plan d'action des Nations unies pour la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.



AUTONOMISATION DES FEMMES

UNCDF promeut l'autonomisation économique des femmes par le déploiement d'investissements sensibles au genre.

Par Ass Malick Sall - UNCDF

Au Sénégal, les populations notamment les plus vulnérables font face à des défis socioéconomiques, urbains, et climatiques importants. Les femmes sont les plus concernées par ces défis.

Elles se heurtent à l'insécurité des droits fonciers, à l'accès limité aux services financiers, notamment pour les crédits nécessaires au développement de leur entreprise. Leur accès aux services financiers est aussi freiné par des obstacles juridiques, des postulats culturels et les pratiques bancaires en vigueur.

Jouant le rôle principal dans l'économie domestique, en assumant, de loin, la majorité des tâches ménagères, elles subissent ainsi en premier les effets de la précarité des infrastructures locales car elles portent le fardeau de la collecte de l'eau et du combustible.

Et pourtant, les femmes sont des agents économiques très dynamiques. Elles forment l'essentiel de la main-d'œuvre agricole, car ce sont elles qui produisent une grande partie des denrées alimentaires. Elles sont également les propriétaires et les exploitantes de la majorité des activités du secteur informel.

Au-delà de leurs activités génératrices de revenus, elles sont les principaux leviers de l'économie domestique et du bien-être familial, et jouent un rôle absolument indispensable — parfois méconnu — de dirigeants au sein de leurs communautés. Elles sont très actives dans la production et l'entreprise.

Les femmes sont donc incontournables pour la transformation du pays. Leur autonomisation demeure cruciale pour accélérer le développement durable. Conscient de cela, United Nations Capital Development Fund (UNCDF) fait de l'autonomisation économique des femmes, une thématique clé et transversale. En effet, l'agence promeut des investissements visant à accélérer l'autonomisation économique des femmes, leur participation au marché du travail et leur projet d'entreprise.

De l'investissement en capital...

Cherchant à lever les obstacles à la contribution inclusive des femmes à l'économie locale, UNCDF a conçu un programme conjoint avec le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques du Sénégal (FONSIS).



Ainsi, UNCDF et le FONSIS ont travaillé conjointement sur la structuration, la création et la gestion d'un fonds d'investissement appelé le WE! Fund Fonds d'autonomisation économique des femmes.

Cette société à responsabilité limitée est dédiée à l'investissement dans les PME et les PPP qui ont un impact transformateur sur les moyens de subsistance des femmes et leur autonomisation économique en fournissant des capitaux propres et des prêts subordonnés.

Le financement par le Fonds WE ! est soumis à un système à double clé : sensibilité aux questions de genre d'une part, et faisabilité et viabilité financière d'autre part.

Ainsi, la sensibilité au genre est la première clé de l'impact du WE! Fund qui est réalisé en utilisant l'indice WEE (Women's Economic Empowerment Index), un outil développé par UNCDF, ONU Femmes et le PNUD, pour mesurer l'impact des PME et des PPP sur le genre.

Cependant, pour le WE! Fund, il ne s'agit pas seulement de valider ou non le financement des projets sur la base des résultats de l'évaluation de la clé d'impact. En effet, le WE! Fund déploie une approche d'appui à l'impact genre pour les projets en cours de réalisation.

A présent, 9 PME ont été renforcées à travers le WEE index sur l'intégration du genre dans leur business model et des suggestions pour améliorer la stratégie genre des entreprises ont été formulées.

La phase pilote du WE! Fund a été créée grâce à une subvention de UNCDF de \$ 650 000 USD couplée à \$ 1 150 000 USD du FONSIS. Le Fonds de près de \$ 2 millions USD devrait financer au moins 5 investissements sensibles au genre, avec un ticket minimum de \$ 100 000 USD.

En 2021, le WE ! Fund a déboursé \$ 220 000 USD pour son premier investissement, PATRIA MBURU, une PME du secteur de la boulangerie qui axe sa stratégie sur la promotion de l'utilisation de céréales locales et l'emploi exclusif de femmes à travers les GIE locaux.

Le WE ! Fund a actuellement plus de 30 projets dans son pipeline et déploie une stratégie de mobilisation de ressources pour déployer la deuxième phase, avec un objectif de \$ 20 millions USD supplémentaires.

Au financement d'infrastructures rentables.

UNCDF promeut une approche locale du développement et appuie les municipalités dans l'identification, le développement et le financement de leurs projets.

Au-delà, des activités de renforcement de capacités des gouvernements locaux à intégrer la dimension genre dans leur planification, UNCDF teste avec les municipalités des solutions qui pourraient améliorer les conditions de vie et les entreprises des femmes.

C'est le cas du projet de réhabilitation du marché aux poissons de Soubédioune dans le cadre d'un programme global nommé « *IncluCity* ».

Le projet a été identifié comme une priorité dans le Plan Communal de Développement (PDC) de Gueule Tapée-Fass-Colobane, en raison de son fort potentiel socio-économique, notamment pour l'autonomisation économique des femmes.

En effet, les vendeuses du marché sont au cœur du projet en tant que bénéficiaires cherchant à améliorer à la fois leurs conditions de travail générales (par exemple, un espace dédié pour la garde des enfants, la création de toilettes séparées, davantage de sécurité) ainsi que le potentiel d'augmentation de leurs revenus (augmentation des heures de travail disponibles, diversification des activités ainsi que la fourniture d'une chambre froide pour stocker les produits et éviter les pertes).

La réhabilitation du marché sera accompagnée de formations sur la gestion des actifs d'infrastructure, afin d'assurer la durabilité physique et financière du marché.

En outre, l'une des principales innovations du projet IncluCity au Sénégal est le fait que les bénéficiaires du marché ont été inclus dans le comité de pilotage du projet, afin de promouvoir l'appropriation et d'améliorer la gestion durable et inclusive des actifs.

Portrait d'Awa, femme réfugiée et militante pour l'éducation des enfants réfugiés au Sénégal

Par Gosia Courtoy - HCR



Depuis 2017, un petit village de réfugiés à l'Est du Sénégal accueille une école primaire facilitant l'accès des enfants réfugiés à l'éducation. Cette petite école n'aurait pas vu le jour sans l'engagement d'Awa, une femme réfugiée de 60 ans à l'esprit brave et militant. Pour elle, l'éducation des enfants permet d'avoir la liberté et l'ouverture sur le monde à l'âge adulte.

Awa, 60 ans, habite dans une zone rurale à l'est du Sénégal près du village Bakel à environ 700 kilomètres de Dakar, à la frontière avec la Mauritanie. Réfugiée au Sénégal depuis plus de 32 ans, elle a élevé ses dix enfants dans le pays de la Teranga. Elle a réussi à joindre les deux bouts grâce au travail de son mari en ville et en cultivant un petit terrain avec sa famille. La majorité de ses enfants sont désormais partis du village et habitent dans les grandes villes où ils peuvent travailler plus facilement et gagner leur vie dignement. Awa a toujours été très active dans la vie associative grâce à son enthousiasme, sa capacité à militer et son goût de se retrouver pour participer et faire des choses ensemble.

Dès qu'elle a rejoint l'association des éleveurs, les autres membres de l'Association l'ont encouragé à s'engager dans le plaidoyer pour l'éducation des enfants réfugiés au village. Comme l'école la plus proche était à 7 kilomètres, la majorité d'entre eux ne pouvaient pas se scolariser.

« Je vois toujours les instruits devant et, ceux qui ne le sont pas, derrière. L'école est une ouverture vers de nouveaux horizons. J'ai donc pris un engagement pour aider les enfants à ne pas répéter les mêmes erreurs que j'ai subi dans ma vie. J'ai décidé d'aider les enfants du village d'avoir la liberté et l'ouverture sur le monde », a dit Awa.

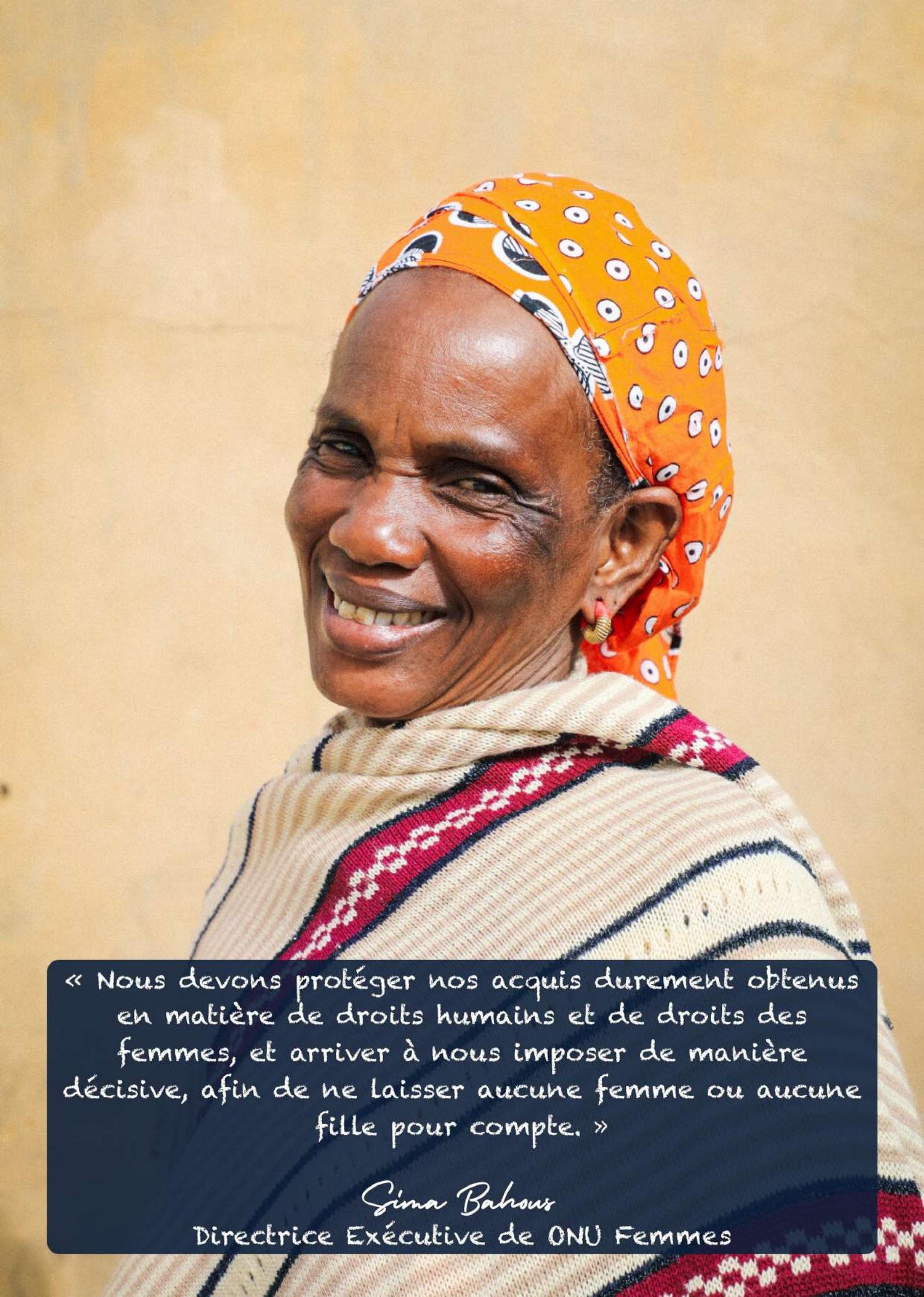
Avec cet esprit, elle est partie voir l'Inspecteur départemental de l'enseignement pour lui présenter son idée de fonder une école dans son village. Il a fallu un an pour évaluer cette demande, mais Awa a patiemment continué à contacter les autorités chaque semaine pour voir ce projet se réaliser.

Un an plus tard, les autorités ont donné leur accord pour ouvrir l'école. Les habitants du village ont accueilli cette décision avec beaucoup de joie et ont construit eux-mêmes un abri provisoire de l'école en bois et paille. L'école a été créée en 2017 uniquement en pular, mais en 2018 également en français.

Actuellement l'école élémentaire abrite une classe de 45 élèves en cours préparatoire (CP). Néanmoins, l'abri de l'école est fragile et chaque année la communauté doit cotiser pour réhabiliter l'école. Awa souhaiterait donc une assistance pour construire un bâtiment avec deux salles de classes pour que l'école puisse avancer et accueillir plus d'élèves et plus de niveaux scolaires.

« Mme Awa est une femme très brave et très engagée. Grâce à elle, le village a maintenant une école, mais comme l'école est établie dans un abri provisoire, il est difficile d'y être debout pour le professeur. Les enfants sont serrés dans la classe et l'abri se dégrade rapidement. Également, le village n'a pas de point d'eau ce qui provoque des retards le matin, surtout parmi les filles qui doivent aller chercher de l'eau à 2-3 km. » a constaté Mr Bay Djouf, le professeur de l'école.

Professeur Djouf trouve que la décision d'établir l'école au village a été importante pour l'intégration de enfants réfugiés au Sénégal. Selon lui, les élèves ont un bon niveau de français et dans d'autres matières également. Dans la classe actuelle brille surtout un jeune garçon, Ibro, qui a marqué beaucoup le professeur Djouf. *« Il aime apprendre. Même s'il doit travailler en tant que berger samedi et dimanche pour aider sa famille, il amène avec lui ses livres. Il est très motivé et intelligent. »*



« Nous devons protéger nos acquis durement obtenus en matière de droits humains et de droits des femmes, et arriver à nous imposer de manière décisive, afin de ne laisser aucune femme ou aucune fille pour compte. »

Simā Bahous
Directrice Exécutive de ONU Femmes



FOCUS

La classe passerelle et le rêve de Maïmouna

Par Papa Cheikh Sakho Jimbira - UNRCO

Comme tous les enfants de son âge, Maïmouna Sarr a des rêves plein la tête. Depuis la rentrée scolaire, son rêve le plus cher est devenu réalité ; elle peut enfin aller à l'école, comme toutes ses amies. A 13 ans, c'est une jeune fille très épanouie que nous avons rencontrée à l'école Ibrahima Thioub de Matam.

Concentrée, elle lève la main à toutes les questions de l'enseignant, en donnant à chaque fois avec délectation la bonne réponse, non sans arborer un sourire malicieux qui trahit sa satisfaction.

Maïmouna vit avec sa grand-mère. Son père ; elle ne se souvient plus vraiment de lui. Il est parti travailler au Gabon lui a-t-on dit. Quant à sa mère, elle travaille à Dakar et revient quand elle le peut. Sa grand-mère est gentille et l'aime beaucoup, nous confie-t-elle. Mais comme elle est trop âgée pour s'occuper des tâches domestiques, c'est Maïmouna qui l'aide dès l'aube, en allant chercher de l'eau à la borne fontaine, ensuite elle prépare la bouillie pour toute la famille, puis vient le moment d'aller chercher du bois et de préparer le repas, après avoir balayé la maison et parfois fait le linge.

Le rude quotidien de Maïmouna n'est malheureusement pas un fait rare dans la région. Le manque d'emploi a poussé les hommes et beaucoup de

femmes en âge de travailler à l'immigration vers les centres urbains, où à l'étranger. Il ne reste alors dans beaucoup de familles, que les enfants, en particulier les filles, pour aider aux champs et effectuer le travail domestique.

L'école pour rêver

Voyant sa petite fille adorée malheureuse de ne pas pouvoir aller à l'école, la grand-mère de Maïmouna a su saisir l'opportunité des classes passerelles, pour réaliser le rêve de sa petite Maï. En effet pendant longtemps, elle disait que c'était trop tard, elle pensait Maïmouna trop âgée pour la mettre à l'école. Alors, c'est sans hésitation qu'elle prit sa décision, quand elle a entendu parler des classes passerelles, qui offrent aux



enfants non scolarisés, y compris ceux qui travaillent, une seconde chance d'intégrer – ou de réintégrer – le système scolaire formel.

« *Je veux être enseignante !* » répond Maï, avec beaucoup d'assurance, quand nous lui demandons le métier qu'elle souhaite exercer plus tard. « *C'est pour aider les petites filles comme moi à devenir quelqu'un.* » ajoute-t-elle, les yeux embrumés, d'une voix sentencieuse, qui semble transformer son rêve en besoin quasi vital. Devenir quelqu'un ! Ces mots d'une petite fille, tranchent avec son jeune âge et saisissent aux tripes les membres de l'Equipe-pays des Nations Unies au Sénégal, venus visiter la classe passerelle.

Soutenir toutes les Maïmouna

Même si des progrès significatifs ont été réalisés en matière d'éducation de base, il existe des disparités régionales importantes laissant des milliers d'enfants en dehors du système scolaire, en particulier à l'école primaire. Alors que certains sont inscrits dans des écoles coraniques non formelles, beaucoup d'autres sont tout simplement privés de leur droit à l'éducation.

Les raisons sont multiples ; la pauvreté, l'éloignement des écoles, la mauvaise qualité de l'enseignement parfois ou encore une faible sensibilisation des parents à l'importance de l'éducation. La conséquence est que beaucoup de ces enfants non scolarisés sont souvent exposés au travail des enfants et privés de leur droit à l'éducation ; une situation qui leur laisse peu de possibilités de développer pleinement leur potentiel.



Aussi, grâce à l'engagement d'Agences du Système des Nations Unies comme l'UNICEF et le PAM, des solutions sont trouvées et beaucoup d'enfants non scolarisés reprennent les chemins de l'école. A travers le projet de classes passerelles et d'appui aux daaras (écoles coraniques), l'UNICEF en collaboration avec les autorités académiques, promeut la réinsertion des enfants dans le système éducatif. Pour ce faire, l'Agence forme des facilitateurs dont certains sont enrôlés par le

Ministère de l'Education Nationale (MEN), et équipe les classes et les élèves en matériels, tout en menant des activités de sensibilisation sur la nécessité d'encourager les inscriptions. Il faut souligner que les classes passerelles sont multi-classes et multi-âge et permettent de préparer les enfants et adolescents en décrochage scolaire à réintégrer le cursus scolaire normal.

Les résultats à Matam sont d'autant plus probants, qu'une autre initiative du Programme Alimentaire Mondial (PAM), facilite considérablement le quotidien des enfants, mais également des familles. En effet, à travers son programme des cantines scolaires, 54 344 élèves des 236 écoles élémentaires publiques de la région de Matam (soit 54% des écoles primaires), bénéficient annuellement d'au moins un repas chaud quotidien. Une bénédiction pour les familles et un apport quotidien qui a considérablement permis d'améliorer les résultats des enfants et surtout leur santé nutritionnelle, selon l'inspecteur d'académie de Matam.



Pour rappel, outre les repas, le programme des cantines scolaires comprend également d'autres aspects comme les foyers améliorés, la mise à disposition d'intrants de qualité, des jardins scolaires, ainsi que des formations à travers l'application Nutrifami.



L'Equipe-pays des Nations Unies a quitté Maïmouna et ses ami(e)s heureux d'être à l'école, avec la promesse de soutenir d'avantage les enfants de la région pour qu'ils puissent tous avoir la possibilité de développer pleinement leur potentiel et bâtir un avenir serein.

Elections locales au Sénégal, scrutin du 23 janvier : Le HCDH et la plateforme Ètu Jamm initient une mission d'observation

Par Habibou Dia - HCDH



Les femmes de la plateforme Ètu Jamm appuyées par Le Haut-commissariat aux Droits de l'Homme ont fait le suivi de la campagne électorale des élections locales pour prévenir toute forme de violence dans le cadre des dites élections et ont lancé un message de paix à tous les acteurs impliqués sur dans le processus électoral.

Lors de cette rencontre la conseillère régionale sur les questions de Genre du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme Mme Moetsi Duchatelier a indiqué : « *L'appui technique de Haut-commissariat aux Droits de l'Homme intervient pour renforcer la compréhension des standards internationaux en matière d'élections, et à déployer des femmes observatrices qui font le monitoring du scrutin.* ».

Mme Binta Diop, Envoyée spéciale de la Commission de l'Union Africaine pour les Femmes, la Paix et la Sécurité, Présidente d'Honneur de ETU JAMM et ses partenaires ont invité « *tous les défenseurs des Droits humains qui œuvrent pour la paix, la sécurité et la non violence à joindre leurs voix pour la pacification de l'espace électoral, la démocratie, la transparence et la justice sociale.* »

Selon Mme Binta Diop, Envoyée spéciale de la Commission de l'Union Africaine pour les Femmes, la Paix et la Sécurité, et Présidente d'Honneur de ETU JAMM : « *La Plateforme s'est basée sur la Résolution 1325 des Nations Unies et la Déclaration Solennelle des Chefs d'Etat Africains sur l'égalité de genre en Afrique pour un déroulement des élections dans un climat apaisé, calme, empreint de sérénité et de transparence.* »

Mme Diop a en effet indiqué que ce mécanisme permet non seulement à la société civile particulièrement les femmes de jouer pleinement leur rôle d'alerte précoce et de veille, mais surtout d'apporter des réponses rapides aux troubles éventuels ou autres formes de violations des droits de l'homme, de violence ou de manquements susceptibles d'impacter négativement le processus électoral.

Monsieur Andrea Ori, Représentant régional du HCDH a indiqué : « *Le bureau Régional du HCDH participe activement depuis 2012 à toutes les éditions de ETTU JAMM et, compte poursuivre cette collaboration à travers l'appui à la formation des observatrices, l'appui à l'analyse juridique dans la situation room, et l'appui à*



l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques pour partager cette belle expérience de Ettu jam dans la sous-région. »

Les participants ont bénéficié de sessions orientées sur : « La prise en compte des droits humains et l'impact de la participation des femmes dans l'observation électorale », ainsi que des présentations sur « les méthodes d'Observation Electorale », animées respectivement par Madame Aminata Kebe du HCDH et M. Senghane Senghor de la RADDHO (Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme.)

La formation s'est faite dans le cadre du soutien du HCDH aux différentes parties prenantes pour le renforcement de l'espace démocratique dans la sous-région, et intervient, suite au lancement officiel de la plateforme pour les élections locales le 17 janvier dernier en présence de l'Envoyée spéciale de la Commission de l'UA et de la Conseillère genre du HCDH. La plateforme de veille des femmes pour la paix et la sécurité, ETU Jamm, créée en 2012, est forte de 50 organisations féminines de la société civile sénégalaise et panafricaine. Elle est coordonnée par l'ONG Femmes Africa Solidarité (FAS) Femmes Africa Solidarite Fas, une ONG qui jouit d'une expérience et d'une crédibilité nationale et internationale.

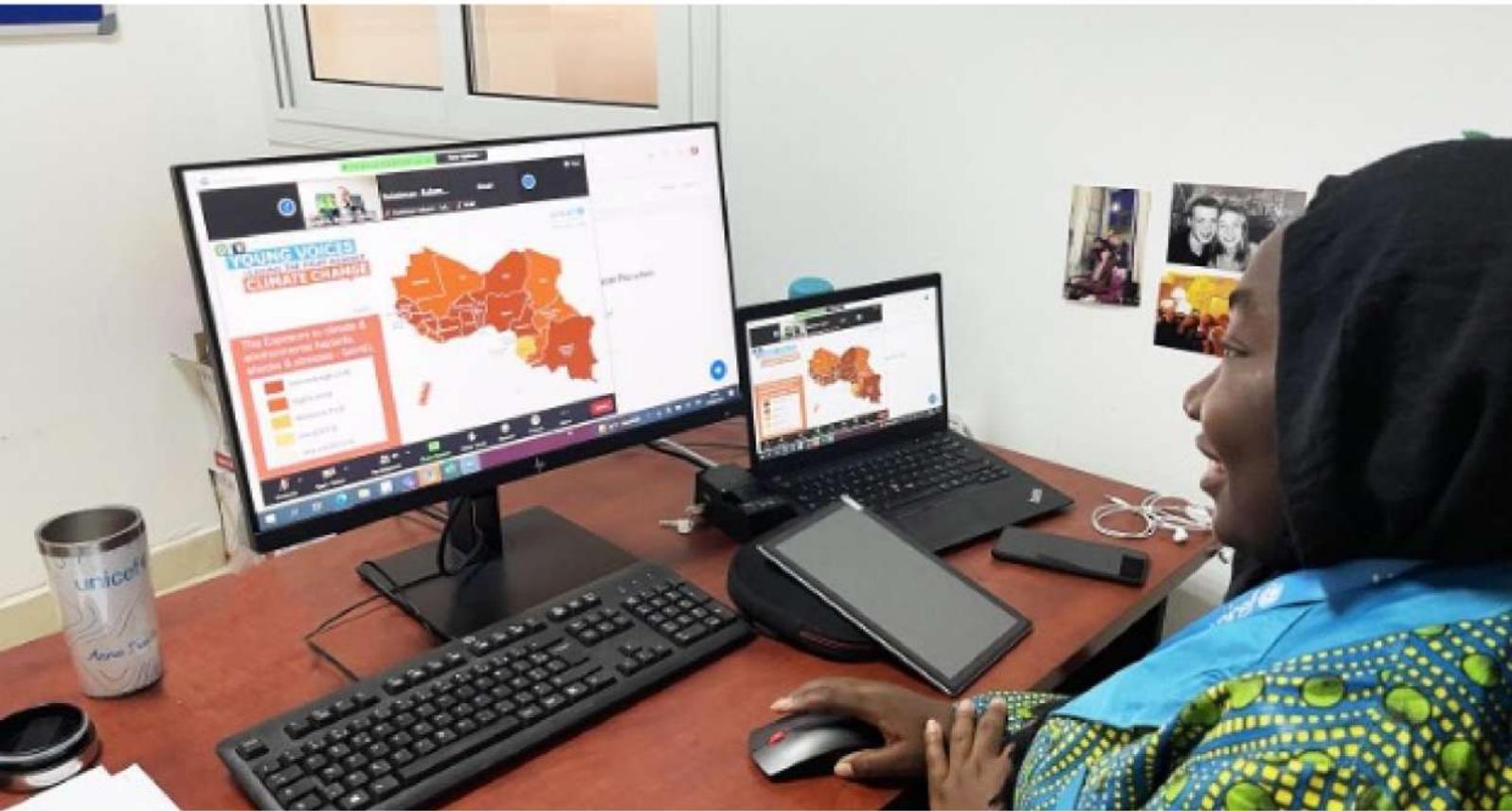
La Plateforme s'est basée sur la Résolution 1325 des Nations Unies et la Déclaration Solennelle des Chefs d'Etat Africains sur l'égalité de genre en Afrique pour un déroulement des élections dans un climat apaisé, calme, empreint de sérénité et de transparence.

En amont, le HCDH a appuyé la mise en œuvre du projet de renforcement de la démocratie paritaire aux élections municipales et départementales de janvier 2022 mis en œuvre par l'ONP en collaboration avec ONU Femmes. En effet, le projet partait du postulat que l'élection des maires au suffrage direct, résultant de la réforme du Code électoral pourrait compromettre la représentation des femmes à la tête des instances locales.

Le projet a ainsi permis de dérouler une vaste campagne de communication autour des enjeux de la représentation paritaire, de mettre en place à l'échelle nationale un dispositif d'observation, de veille et d'alerte sur le respect de la loi sur la parité et de son décret d'application. Les comités de veille ont permis de faire le suivi des élections à l'échelle nationale et d'appuyer les femmes à effectuer des recours, notamment dans les cas de violations de la loi sur la parité dans l'installation des bureaux municipaux.

Le changement climatique a un impact dramatique, affectant particulièrement les filles

Par Lalaina Fatratra Andriamasinoro - UNICEF



Maguette Ba, 20 ans, porte-parole de la jeunesse sénégalaise au cours du Sommet des Chefs d'États de l'Union Africaine et de l'Union Européenne

« Le changement climatique a un impact sur l'approvisionnement en eau. Cette situation affecte particulièrement les filles, leur prenant du temps et de l'énergie hors de l'école. »

Maguette Ba, 20 ans, a représenté la voix de la jeunesse sénégalaise au cours d'un débat public organisé par l'UNICEF, en marge du Sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine et de l'Union Européenne qui s'est tenu à Bruxelles les 17 et 18 février 2022.

Maguette est une jeune étudiante en électricité industrielle et un membre actif de l'organisation Jeunes volontaires pour l'environnement au Sénégal. Elle soutient l'organisation dans son travail quotidien de sensibilisation au changement climatique. La jeune militante a rappelé aux participants que le poids de l'urgence climatique, qui amplifie les inégalités existantes, est souvent ressenti plus durement par les filles et les femmes.

Ce débat, rassemblant une dizaine de jeunes d'Afrique et d'Europe a été l'occasion pour elle de partager ses expériences sur l'impact du changement climatique, de discuter des solutions avec les décideurs politiques et d'élaborer des recommandations à destination des chefs d'État.

« Nous, les jeunes – et particulièrement les jeunes filles, devons-nous asseoir à la table des négociations dès lors qu'on parle d'action climatique. La rareté de l'eau, les inondations, l'érosion sont des événements climatiques qui nous affectent au quotidien », a souligné Maguette au cours de son intervention.

Le Sénégal est sujet à des vulnérabilités chroniques et saisonnières, principalement dues au changement climatique. L'érosion côtière affecte déjà certaines parties du pays, menaçant les moyens de subsistance de certaines communautés. La sécheresse affecte les régions du nord, du centre et de l'est du Sénégal, provoquant une insécurité alimentaire et nutritionnelle, exposant les jeunes enfants et les femmes à un risque de malnutrition aiguë.

« Les femmes des pays en développement, et particulièrement celles du Sahel, sont généralement les premières à réagir pour gérer le capital environnemental qui les entoure. Qu'il s'agisse de la collecte de l'eau pour la cuisine et le nettoyage, de l'utilisation des terres pour le bétail, de la recherche de nourriture dans les rivières et les récifs ou de la collecte de bois de chauffage, les femmes de toute la planète utilisent et interagissent quotidiennement avec les ressources naturelles et les écosystèmes » a pour sa part expliqué Silvia Danailov, représentante de l'UNICEF au Sénégal.

Une analyse mondiale soutenue par l'UNICEF en 2021 sur l'indice de risque climatique pour les enfants a par ailleurs montré que les enfants vivant au Sénégal sont parmi les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, le pays étant classé 22ème au monde.

Au Sénégal, les efforts de l'UNICEF pour lutter contre le changement climatique et son impact sur la santé des jeunes se sont poursuivis grâce au dialogue avec les jeunes et à leur engagement. L'UNICEF a mené une série de consultations auprès des jeunes et des enfants des régions touchées par les chocs liés au climat pour recueillir leur avis et les aider à mener leur propre plaidoyer.

Une étude sur la prévalence de l'asthme a révélé une prévalence élevée (18,4 %) chez les enfants du secondaire. Dans ce cadre l'UNICEF a ainsi lancé un programme visant à protéger les enfants des effets sur la santé de la pollution de l'air.

Dans une déclaration publique, Maguette et une centaine d'autres jeunes des pays du Sahel ont formulé un certain nombre de recommandations à l'endroit des autorités politiques et partenaires au développement. « Nous sommes la population la plus jeune au monde, et nous serons les décideurs de demain. C'est notre avenir qui est en jeu, avec celui de l'humanité entière. Alors il est temps de changer de cap pour repasser du côté de l'espoir. Il est temps de nous donner à nous, adolescents et jeunes, les moyens d'être les héros qui sauveront notre belle planète », ont-ils formulé.

« Les jeunes dénoncent, à juste raison, l'inefficacité et l'insuffisance des décisions politiques souvent prises face aux changements climatiques. Mais jamais, ils s'en arrêtent là. Ils nous montrent aussi qu'ils sont prêts à se mobiliser de façon plus forte, afin d'être les acteurs de première ligne des changements et des innovations à entreprendre face à la crise climatique » a pour sa part, déclaré Madame Néné Fatoumata Tall, à cette occasion.

« Bien que les perspectives du changement climatique soient très préoccupantes, il y a place à l'action et à l'optimisme.

Plusieurs solutions s'offrent à nous. Chaque solution peut aider à hiérarchiser les actions pour les personnes les plus à risque », a-t-elle poursuivi.

« Nous pouvons faire en sorte que les enfants et les jeunes d'aujourd'hui héritent d'une planète vivable. Chaque action que nous entreprenons maintenant peut laisser aux enfants et aux jeunes une longueur d'avance pour prévenir de pires défis à l'avenir.»

A l'issue du débat, des pistes de solutions ont été formulées par la Ministre de la Jeunesse.

Le débat a vu la participation de la Ministre de la Jeunesse du Sénégal, Madame Néné Fatoumata Tall, du Ministre fédéral des ressources en eau du Nigéria, M. Suleiman Adamu, du Vice Premier Ministre Bulgare en charge de l'environnement et de l'eau, M. Borislav Sandov, ainsi que de la Directrice de la Commission Européenne en charge des partenariats internationaux, Madame Carla Montessi.

« Pour faire face à la crise climatique, toutes les composantes de la société doivent agir. Les gouvernements doivent veiller à ce que les politiques environnementales soient adaptées aux enfants et aux jeunes. Les entreprises doivent s'assurer que leurs pratiques protègent l'environnement naturel dont dépendent les enfants et les jeunes. Les émissions de gaz à effet de serre et les polluants environnementaux doivent être considérablement réduits. Les services destinés aux enfants et aux jeunes doivent intégrer la résilience climatique et la durabilité environnementale. Les écoles doivent éduquer aux compétences vertes. »

« Et les enfants et les jeunes, notamment les jeunes filles, doivent être reconnus et écoutés en tant qu'agents du changement », a-t-elle conclu.



FOCUS

Wassacodé : la mortalité maternelle et infantile réduite grâce à la case de santé

Par Papa Cheikh Sakho Jimbira - UNRCO

A quelques encablures du fleuve Sénégal, le village de Wassacodé est situé à 18 kilomètres de la ville de Matam. Environ un millier d'âmes vivent dans la localité, avec une majorité de femmes. Parmi les hommes du village, beaucoup, en particulier les plus jeunes, ont cédé aux sirènes de l'immigration.

L'aridité, la chaleur et le manque d'infrastructures ont pendant longtemps rendu la vie des femmes difficile, particulièrement quand elles étaient enceintes. Beaucoup d'accouchements à domicile, certains coûtant malheureusement la vie à la maman ou à l'enfant, parfois aux deux ; et pour les cas les plus compliquées des évacuations à Ourosogui, à une dizaine de kilomètres, pour les moins chanceuses à dos d'animaux ou dans une charrette, quand l'ambulance d'Ourosogui n'est pas disponible ; ce qui arrive souvent.

La case de l'espoir

La condition sanitaire des femmes s'est considérablement améliorée, depuis que grâce à l'offre de services à base communautaire (SBC) de l'UNFPA, une case de santé a été construite au sein du village, en collaboration avec l'ONG WHEPSA. Ce projet permet aux femmes enceintes de pouvoir accéder aux soins de



santé directement dans le village, à travers une approche méthodologique globale qui se base sur un relèvement des structures sanitaires pour réduire la mortalité prénatale et lors de l'accouchement ; mais également pour sensibiliser les populations sur la santé maternelle et infantile.

Pour faciliter l'appropriation de cette structure sanitaire communautaire, les femmes de Wassacodé et des villages environnants sont regroupées au sein d'une association, qui utilise des relais religieux et communautaires pour sensibiliser les populations.



Diary Diallo, 27 ans, a accouché de son troisième enfant dans le poste de santé. Son petit garçon a maintenant 6 mois et elle est venue pour la visite mensuelle. « Pour mes deux premières grossesses, j'étais obligée de me rendre en charrette au centre de santé de Sinthiou Garba, ce qui était très éprouvant pour moi, pour mon troisième accouchement je n'ai pas eu de problème. J'étais suivie par les agents de santé et tout s'est bien déroulé. Je reviens régulièrement pour le suivi de la santé de mon enfant, mais également le mien et le poste de santé est une vraie bénédiction pour toutes les femmes du village et des villages environnants », déclare-t-elle avec enthousiasme.

Grâce à leur dynamisme, les femmes ont mis en place une caisse solidaire, qui permet de soutenir les femmes présentant des difficultés financières pour la prise en charge des soins.

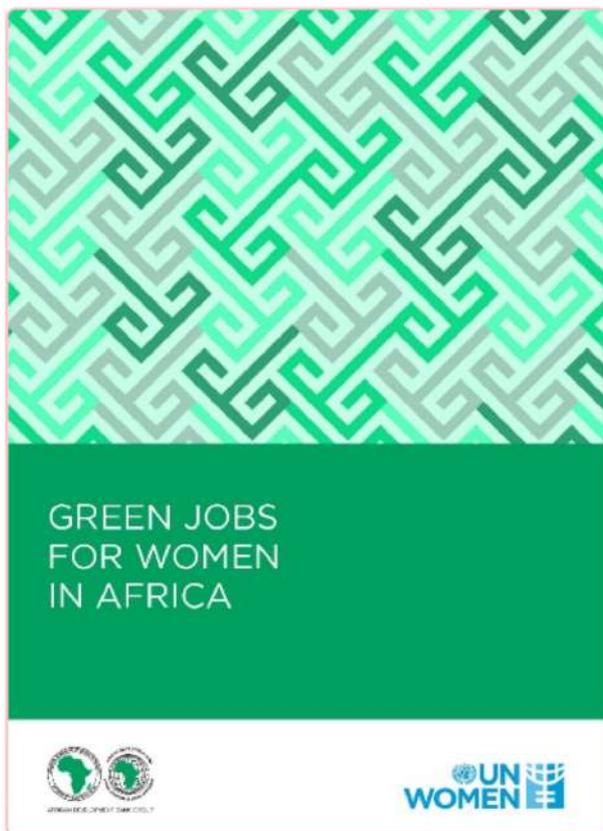


« La case de santé a considérablement diminué les risques liés à la grossesse de femme du village. Peu d'entre elles optent pour l'accouchement à domicile, plus risqué. Maintenant, les femmes sont suivies tout au long de leur grossesses à travers de consultations régulières et nous pouvons prévenir les grossesses à risques. », nous confie Dieynaba Lâam, un des deux agents de santé de la case. « Auparavant, les femmes rencontraient toutes les difficultés du monde pour aller accoucher à Ourossogui ou Matam, en particulier durant la période d'hivernage à cause des pistes impraticables. Aujourd'hui, la situation s'est beaucoup améliorée, même si je dois dire que nous manquons cruellement de matériels et surtout de médicaments. », renchérit-elle.

Il faut souligner que les accoucheuses traditionnelles collaborent avec les agents de santé et ont su s'adapter, en accueillant positivement le projet. Elles accompagnent désormais les femmes au poste de santé. Outre les accouchements, d'autres interventions sont assurées dans le poste de santé, notamment pour la nutrition des enfants, à travers un projet de traitement de la malnutrition du Programme Alimentaire Mondial (PAM) ; et l'enregistrement des naissances.



En mission conjointe dans les régions de Saint-Louis et de Matam, l'Equipe-pays des Nations Unies au Sénégal a pu constater à quel point cette case de santé avait amélioré la vie des femmes de Wassacodé, en écoutant les témoignages de ces dernières. Le Coordonnateur Résident, Siaka Coulibaly a réitéré à cette occasion l'engagement du Système des Nations Unies à soutenir la communauté, en particulier les femmes, en appelant les Agences à plus de coordination et de synergie dans l'appui apporté aux villages de la région.



FOCUS

Les femmes peuvent-elles bénéficier des emplois verts ?

Par Hawa Seydou Diop – ONU FEMMES

La transition vers une économie verte devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le monde, y compris en Afrique subsaharienne. Mais la transformation économique offrira-t-elle aux femmes une mobilité sous la forme d'emplois mieux rémunérés et plus stables ? Selon un nouveau rapport publié par ONU Femmes et la Banque africaine de développement, la réponse courte est « oui », mais seulement si les pays adoptent des politiques et des programmes forts pour y parvenir.

Le rapport, intitulé Emplois verts pour les femmes en Afrique, souligne que les femmes sont bien positionnées pour bénéficier des emplois bas de gamme qui seront créés, mais pas des emplois mieux rémunérés dans les secteurs des énergies renouvelables, des infrastructures ou des transports. Et ce, en dépit du rôle essentiel que jouent les femmes africaines dans l'économie et dans la gestion du changement climatique au sein de leur communauté. Cependant, un développement positif, souligné par ce rapport, est que même dans les secteurs où les femmes ne sont pas bien représentées, elles trouvent des niches, souvent en tant que petites entreprises dirigées par des femmes, dans des emplois indirects dans la construction verte, le recyclage ou l'efficacité énergétique.

A titre d'exemple, au Sénégal, une jeune femme, Yaye Souadou Fall, a établi avec succès « E-Cover », une entreprise qui recycle les pneus usagés en agrégats de caoutchouc, tuiles, semelles de chaussures et revêtements de sol pour les entreprises, les ménages, les complexes sportifs, les écoles et les mairies. En 2020, l'entreprise a collecté plus de 834 tonnes de pneus et employé 25 personnes. Elle a récemment obtenu un financement pour se développer via WIC Capital, un fonds d'investissement pour les MPME dirigées par des femmes en Afrique de l'Ouest.

Le rapport offre également un autre exemple d'initiative verte qui démontre que les femmes et les filles sont des leaders et des actrices essentielles dans la lutte contre le changement climatique. Il s'agit des activités de l'association Poumoulindiana de la Casamance, un groupement d'intérêt économique féminin qui cherche à reboiser plus de 50 hectares de mangroves par an. Les mangroves constituent un outil puissant pour réduire les émissions de GES. Elles stockent 50 fois plus de carbone dans leurs sols que les forêts tropicales et 10 fois plus que les forêts tempérées. Les femmes et les filles prennent des mesures en faveur du climat et de l'environnement à tous les niveaux, mais leur voix, leur pouvoir et leur participation ne sont pas assez soutenus, financés, évalués ni reconnus.

Parmi les contraintes auxquelles les femmes sont confrontées figurent la ségrégation entre les sexes dans l'éducation et l'emploi, le manque d'accès au travail dans le secteur formel, les besoins de financement endémiques, ainsi que les normes sociales qui font que les femmes doivent assumer la majeure partie des soins non rémunérés.

Vanessa Ushie, directrice par intérim au Centre africain des ressources naturelles de la Banque africaine de développement renseigne que : « *Les femmes jouent un rôle essentiel dans la gestion des ressources naturelles de l'Afrique et dans le renforcement de la résilience au changement climatique dans nos communautés locales. Les crédits carbone permettent de récompenser les femmes pour le rôle capital qu'elles jouent dans la protection de nos mangroves, de nos forêts et d'autres écosystèmes essentiels à la séquestration du carbone et à la durabilité environnementale à travers l'Afrique* ».

Les recommandations du rapport comprennent la mise en place de politiques de renforcement des compétences et d'autres interventions dans des domaines tels que les services de soins non rémunérés, la suppression des préjugés de genre dans les législations nationales ou encore l'exploitation des possibilités offertes par de nouveaux instruments tels que les crédits carbone pour attribuer une plus grande valeur économique au travail non rémunéré effectué par les femmes afin d'atténuer le changement climatique.

Le Festival Films Femmes Afrique s'ouvre au Sénégal avec l'appui du Haut-Commissariat aux Droits Humains

Par Habibou Dia - HCDH

Le Festival Film Femmes Afrique est le premier festival cinématographique sénégalais, consacré aux femmes, gratuit et ouvert à toutes et à tous.

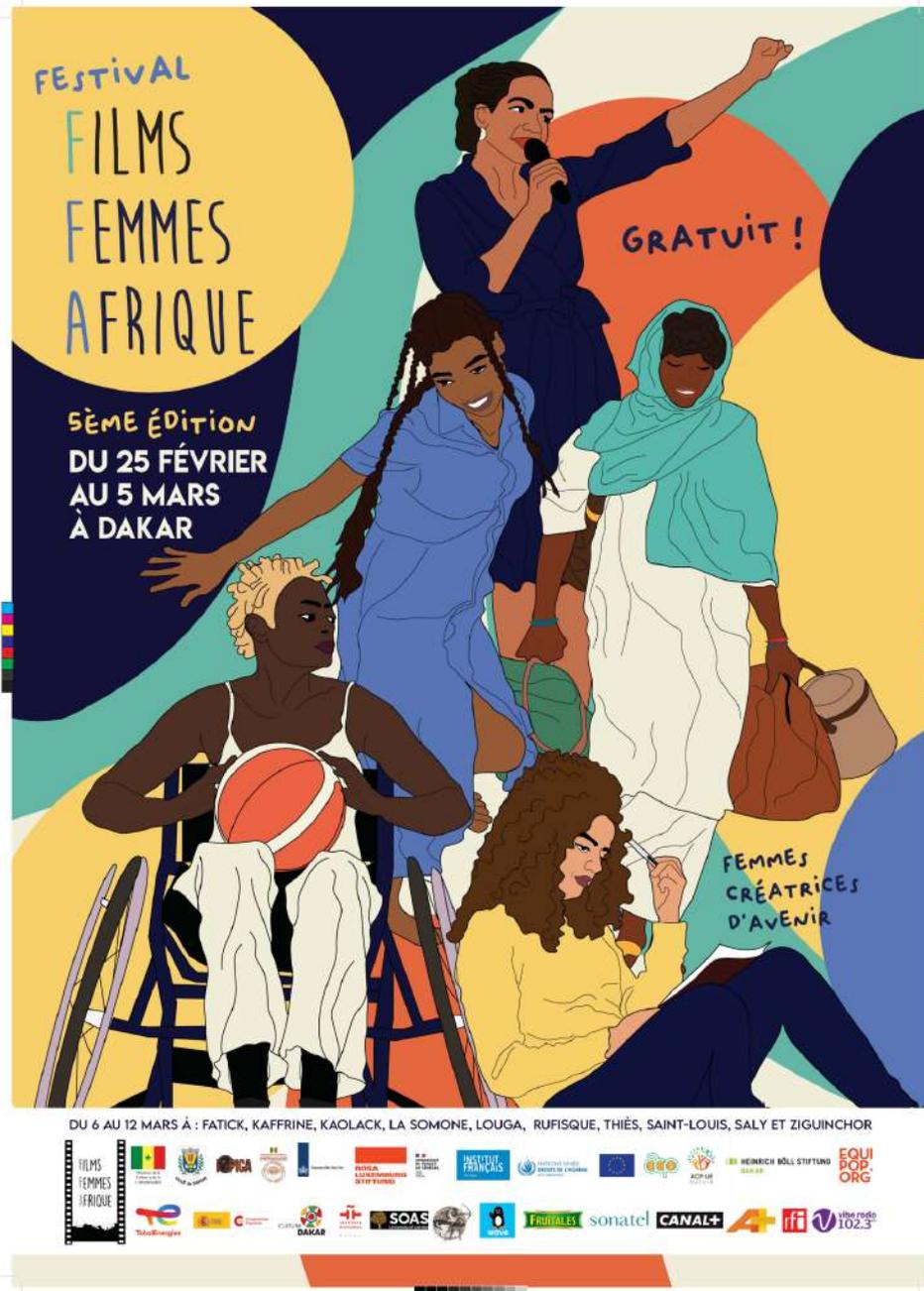
Créé en 2003, ce rendez-vous culturel important propose la projection d'une soixantaine de films, court et long métrages, fictions et documentaires qui racontent ou documentent des histoires de femmes africaines.

Organisé autour du thème « Femmes Créatrices d'Avenir » le festival FILMS FEMMES AFRIQUE souhaite contribuer à la lutte pour l'égalité des droits entre hommes et femmes au Sénégal.

Dans ce cadre, il est soutenu par le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme.

Grâce à des projections gratuites à travers la ville de Dakar et sa banlieue, des débats et conférences organisés, le festival FILMS FEMMES AFRIQUE a pour vocation d'informer et de sensibiliser la population sénégalaise aux réalités sociales actuelles. Fatick, Kaffrine, Kaolack, Louga, Rufisque, Saint-Louis, Thiès et Ziguinchor accueilleront également des projections.

Cette initiative, soutenue par ailleurs par le Ministère de la Culture et de la Communication du Sénégal, l'Ambassade de France au Sénégal et bien d'autres, vise avant tout à valoriser les cinémas africains et à les rendre accessibles au public sénégalais.





« Tant que des modes de pensée dépassés empêcheront les femmes d'apporter une contribution significative à la société, les progrès seront lents. »

Nelson Mandela

Les Bajenu Gox dans la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)

Par Ndeye Coumba Diadhio - OMS



Malgré la centaine de kilomètres qui les séparent, de Kaffrine à Sédhiou, Aïtta Kébé et Maïmouna Tamba luttent pour la même cause. Elles sont toutes deux des « Bajenu Gox ». Une de leur mission est d'assurer à chaque fille et à chaque femme du Sénégal une vie exempte de toute forme de violence basée sur le genre (VBG).

En wolof, « *Bajenu* » veut dire « la sœur du père », une figure inspirant la confiance et le respect, centrale et incontournable dans la société sénégalaise ; et « *Gox* » fait référence à la zone, ou la localité. Les « *Bajenu Gox* » sont en quelque sorte les marraines des filles et des femmes dans les villages et les quartiers.

« Nous sommes élues par nos communautés pour être au service des autres femmes. Pour être Bajenu Gox, il faut être une femme leader qui se préoccupe profondément des autres et qui est capable de garder leurs secrets. Lorsqu'elles viennent à moi, je les écoute et je leur donne des conseils dans leur meilleur intérêt », explique Aïta, résidente de Kaffrine.

Dans la région de Sédhiou, Maïmouna joue le même rôle : *« Chaque mois, je gère plus de 100 cas de VBG. Parmi ces cas figurent entre autres, des mariages d'enfants, des grossesses précoces, ou encore des violences sexuelles, physiques ou verbales. Il y a quelques semaines à peine, une femme est venue me voir car son mari la battait chaque jour, même devant ses enfants. Elle n'en pouvait plus, donc elle est allée voir le chef de quartier qui l'a dirigée vers moi. »*

Au Sénégal, 27 % des femmes de 15-49 ans ont subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans. Dans 55 % des cas, le mari ou le partenaire est l'auteur de ces actes.

De plus, la VBG est la violation la plus répandue des droits humains, mais elle reste la moins visible. 68% des femmes de 15-49 ans victimes de violences n'en ont jamais parlé avec quelqu'un, ni cherché d'aide.

Pour faire face à ce problème, le gouvernement intervient au sein même des communautés : *« Nous nous appuyons sur les groupes communautaires pour aider les victimes de violences. Les Bajenu Gox sont au cœur même de la communauté, et leur appui nous a été précieux tout au long des années surtout dans le domaine de la santé de la mère et de l'enfant. Aujourd'hui, elles ont rejoint la lutte contre les VBG et sont très actives sur ce plan »,* indique Mme Ndéye Mingué Ndiaye Gacko, coordinatrice de la Cellule Genre du ministère de la Santé et de l'Action Sociale.

Avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), plusieurs séances de formation sur l'appui aux victimes des VBG ont été organisées en 2020 et entre octobre et Novembre 2021 respectivement dans les régions de Kaffrine, de Kaolack et de Sédhiou avec plus de 100 participants dont les Bajenu Gox des régions, des membres du personnel médical des districts sanitaires et des agents de l'Action Sociale.

La Représentante de l’OMS au Sénégal, Dr Lucile Imboua, déplore la situation que vivent les femmes et espère un changement à travers ces actions : « *Les femmes souffrent le plus souvent en silence, et nous avons vu que les Bajenu Gox jouent un rôle clé pour déceler les problèmes, tout en encourageant les victimes à se confier à elles. En les appuyant ainsi que les autres acteurs qui apportent le soutien de première ligne aux victimes, nous espérons aider à mieux structurer la réponse aux VBG, à améliorer la prise en charge des victimes, et à œuvrer à la prévention de ce fléau* », explique Dr Imboua.

Dans le passé, l’OMS a contribué à l’élaboration d’un guide sur les traumatismes et d’un protocole pour la prise en charge des victimes au niveau national.

L’Organisation mène également un plaidoyer de haut niveau pour accroître les mesures de prévention des VBG, ainsi que pour un meilleur accès aux soins de santé essentiels et à la protection sociale pour les survivantes de violence. « *Notre vision est que toutes les filles et les femmes vivent en sécurité* », déclare la Représentante.

Aïta et Maïmouna ont toutes les deux apprécié ces séances de formation, en indiquant que leur appui s’est beaucoup amélioré : « *Parmi nous, beaucoup n’ont pas été scolarisées et c’était une opportunité de nous perfectionner en suivant les séances en wolof. Nous avons appris à mieux les écouter et à mieux les guider* », déclare Aïta.

Ces dernières années, le Sénégal a enregistré des avancées notables dans la lutte contre les VBG : « *Nous sommes le seul pays de la sous-région à disposer d’une cellule « Genre » dans tous les secteurs ministériels, et à mettre en place une stratégie à cet effet. Nous avons noté un léger déclin des cas de VBG* », dit Mme Gacko, tout en indiquant qu’il reste toutefois beaucoup d’efforts à faire pour en arriver à une société libre de toute discrimination sexiste à l’endroit des femmes.

« *Il y a des pratiques sociales néfastes tellement ancrées dans notre société qu’elles nécessitent des efforts considérables pour en venir à bout* », estime Maïmouna. « *Prenez l’excision, par exemple : nous voyons des fillettes mutilées et leur famille va jusqu’à leur coudre les parties génitales, soi-disant pour assurer leur chasteté. Ensuite quand elle grandit et qu’on la donne à son mari, il faut l’amener à l’hôpital et enlever les fils par chirurgie. Le même jour, elle doit passer la nuit avec cet homme-là !* » s’indigne-t-elle.

Aïta aussi appelle de tous ses vœux un changement profond : « *Tant que les mentalités ne changeront pas, les filles continueront à subir l’impensable. Alors, c’est pour tout cela que nous sommes là, et que nous prenons courage pour lutter contre ces injustices, en espérant voir le jour où ces violences cesseront.* »

En attendant ce jour, elle reste au plus près de sa communauté : « *Ce que nous avons en commun, nous les Bajenu Gox, c’est notre engagement pour la cause des filles et des femmes. Nous sommes leurs amies et leurs confidentes. Elles savent qu’elles peuvent nous parler, que nous ressentons leur peine, et nous ne les jugeons pas. Nous continuerons à nous battre jusqu’à la fin* », conclut Maïmouna.



DROIT DES FEMMES

UNICEF : Nous devons remettre en cause les inégalités portant atteinte aux droits des filles

Par Moussa Diop - UNICEF

Yaye Fatou K. Sarr, Présidente de l'Alliance des Organisations des Jeunes du Sénégal

« Nous devons remettre en cause les inégalités et les normes néfastes portant atteinte aux droits civiques et politiques et au leadership des filles et des jeunes femmes, et perpétuant ainsi les relations inégales de pouvoir dans les structures de gouvernance au niveau territorial et local. Faire entendre leurs voix fait partie des droits des jeunes et particulièrement des filles dans toute leur diversité » a déclaré Yaye Fatou K. Sarr, Présidente de l'Alliance des Organisations des Jeunes du Sénégal.

Cette alliance a lancé une campagne intitulée « Agir pour les filles » dont l'objectif est de placer les priorités des filles au cœur des programmes des candidats aux élections municipales et départementales qui se sont tenues au Sénégal au mois de janvier dernier.

« La participation équitable et le leadership des femmes dans la vie politique et publique sont essentiels pour atteindre les Objectifs de développement durable. Et pourtant, les données indiquent que les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux du pouvoir décisionnel, et que la parité entre les sexes est encore loin d'être atteinte dans la vie politique », a-t-elle expliqué.

Dans une note de plaidoyer présentée aux différents candidats, l'Alliance a été claire dans ses objectifs : promouvoir les droits des filles et des femmes à tous les niveaux, accroître le niveau de participation des jeunes filles dans les instances de décision, contribuer à la suppression de toutes les formes d'inégalités affectant les jeunes et particulièrement les filles et encourager la participation politique des jeunes, entre autres objectifs.

Les candidats et les représentants de coalitions de candidats aux élections locales dans plusieurs régions du Sénégal ont répondu à l'appel des jeunes pour un engagement massif et solennel de la classe politique en faveur des filles et pour une meilleure prise en compte de leurs droits dans les programmes politiques et la gouvernance locale en signant publiquement un Manifeste pour soutenir la campagne.

« Nous devons nous efforcer de proposer des programmes de grande envergure à destination des filles ; d'améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation et de l'apprentissage pour permettre aux filles de développer les compétences fondamentales nécessaires pour leur vie personnelle et professionnelle ; et de lutter contre les stéréotypes et



les normes sociales pour permettre aux filles de disposer des mêmes possibilités que les garçons. Engageons-nous pour que l'opportunité pour chaque fille de libérer son potentiel et de réaliser ses rêves ne soit plus un privilège, ne soit plus une exception, mais une réalité à la portée de toutes », a pour sa part déclaré Silvia Danailov, Représentante de l'UNICEF au Sénégal.

Au Sénégal, les adolescents et les jeunes, en particulier les filles, sont parfois confrontés à des contraintes majeures pour réaliser leur potentiel. Les filles ont un taux de transition vers l'enseignement secondaire plus faible en raison de la violence et de la discrimination liées au genre et à l'école, y compris les mariages et les grossesses précoces.

On estime que 16,1% des filles de moins de 0 à 14 ans ont subi des mutilations génitales féminines (MGF/E) et une femme de 20 à 24 ans sur trois était mariée avant l'âge de 18 ans. Les adolescents, en particulier les filles, ont un accès limité à l'éducation, aux compétences de vie, aux services de santé reproductive, à une bonne hygiène menstruelle ou à des informations sur la prévention du VIH.

Les normes sociales néfastes et le statut inférieur des femmes contribuent au maintien de comportements négatifs envers les femmes et les enfants, y compris la violence à l'égard des femmes et des filles.

L'Alliance qui a été créée fin 2021 est forte de plus d'une cinquantaine d'organisations de jeunes. Elle revendique 30.000 membres. « L'AOJS est en marche pour les prochaines élections à travers la mobilisation publique, le lobbying, le plaidoyer et la recherche-action pour la pleine réalisation des droits des filles dans la gouvernance locale », ont scandé les jeunes pendant la cérémonie avant de présenter les deux ambassadeurs qu'ils ont nommés en la personne du journaliste Pape Djibril Fall et de l'influenceuse et activiste Fatou Jupiter Touré.

Le bureau de Plan International Sénégal et l'UNICEF appuient cette initiative de plaidoyer des jeunes au regard de leur mission et programmes en faveur de la fille. Les jeunes ont également reçu le soutien du Ministre de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des enfants qui a dépêché la Directrice de la Famille et de la Protection des Groupes Vulnérables pour présider le lancement.

DROIT DES FEMMES

UNICEF : Mettre fin aux mutilations génitales féminines au Sénégal

Par Lalaina Fatratra Andriamasinoro - UNICEF



Le Gouvernement du Sénégal, avec le soutien de l'UNICEF, de l'UNFPA et d'autres partenaires, a lancé une campagne de sensibilisation du public pour accélérer les efforts dans l'élimination des mutilations génitales féminines (MGF) dans le pays.

Soutenue par une campagne médiatique intensive, cette initiative vise à catalyser le dialogue politique, social, institutionnel, communautaire et familial ainsi que le changement vers l'élimination des MGF dans le pays. Une série de supports de communication a été produite et largement diffusée dans tout le pays, en utilisant différents canaux et plateformes, notamment les médias nationaux et communautaires, les outils de réseautage numérique et social.

La campagne implique également un large éventail de parties prenantes, notamment des chefs religieux, des autorités nationales et locales, des mobilisateurs et acteurs sociaux, des familles, des communautés, des jeunes et des enfants eux-mêmes.

« De nombreux facteurs contribuent à la prévalence de la pratique. Dans chaque société où elles se produisent, les mutilations génitales féminines sont une manifestation d'inégalités enracinées entre les sexes », déclare Silvia Danailov, Représentante de l'UNICEF au Sénégal.

« Des campagnes comme celles-ci sont essentielles pour créer un environnement où les jeunes filles et leurs familles se sentent soutenues. Parce que les MGF sont une pratique culturelle, les parents peuvent avoir du mal à décider de ne pas faire subir de MGF à leurs filles de peur que leurs familles ne soient rejetées », explique-t-elle.

Les MGF peuvent entraîner de graves complications pour la santé et même la mort. Les risques immédiats comprennent les hémorragies, les chocs y compris psychologiques, les infections, la rétention d'urine et des douleurs intenses. Les survivantes de MGF courent également un risque accru d'entrer précocement dans la vie conjugale contre leur gré, d'abandonner l'école, ce qui compromet leur capacité à construire un avenir meilleur pour elles-mêmes et leurs communautés.

La pratique est très répandue dans le sud et le nord du pays. Selon l'EDS de 2019 la prévalence nationale chez les femmes âgées de 15 à 49 ans est de 25% ; elle est de 37,7% dans les régions NORD, 12,9% dans les régions Ouest, 5, 5% dans le Centre et 79, 6% dans les régions Sud.

Chez les filles âgées de 0 à 14 ans elle est de 16,1% au niveau national, et les filles au Sénégal sont de plus en plus soumises aux mutilations génitales féminines (MGF) à un âge précoce, avant l'âge de 10 ans et avant l'âge de 5 ans dans près de 90% des cas selon l'EDS 2017. « Mettre fin aux MGF est une question de droits, une question de santé et de sécurité, une question d'égalité, d'éducation et de développement. Mettre fin aux MGF est une question de dignité – de donner à chaque fille et femme une chance de prendre ses propres décisions et de façonner son propre avenir », ajoute-t-elle.

Mettre fin aux MGF est au cœur du travail de l'UNICEF au Sénégal. En travaillant avec les communautés, les familles, le gouvernement et ses partenaires, l'UNICEF, avec le soutien du Programme conjoint UNFPA-UNICEF travaille pour éliminer les mutilations génitales féminines (MGF), aide à identifier et à traiter les normes sociales et les facteurs structurels qui contribuent à la persistance de la pratique.

L'UNICEF soutient également l'élaboration de politiques axées sur l'élimination des MGF, à travers l'application de la loi notamment et s'efforce d'assurer leur mise en œuvre et leur application. L'UNICEF aide à fournir aux filles exposées au risque de MGF, ainsi qu'aux survivantes, l'accès à des soins adaptés, tout en mobilisant les communautés pour transformer les normes sociales qui soutiennent la pratique.



Journée des droits de l'Homme – 10 Décembre 2021

Message du Secrétaire général de l'ONU

**POUR UN MONDE
MEILLEUR, PLUS JUSTE,
PLUS VERT.**



**TOUS
ÉGAUX**

**TOUS
HUMAINS**



Notre monde est à un tournant de son histoire.

La pandémie de COVID-19, la crise climatique et l'expansion de la technologie numérique dans tous les secteurs de notre vie ont créé de nouvelles menaces pour les droits humains.

L'exclusion et la discrimination sont monnaie courante.

La sphère publique se rétrécit.

La pauvreté et la faim augmentent, pour la première fois depuis des décennies.

Des millions d'enfants sont privés de leur droit à l'éducation.

Les inégalités se creusent.

Or, nous pouvons choisir une autre voie.

Il y a 73 ans, jour pour jour, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les principes énoncés dans cette simple déclaration demeurent la clé de la réalisation de tous les droits humains – civils, économiques, culturels, sociaux et politiques – pour toutes et tous, partout dans le monde.

Le relèvement après la pandémie doit être l'occasion de renforcer les droits humains et les libertés, et de rétablir la confiance.

La confiance dans la justice et l'impartialité des lois et des institutions.

La certitude qu'une vie dans la dignité est possible.

La conviction que tout un chacun sera entendu dans l'équité et que les griefs seront réglés par des voies pacifiques.

L'Organisation des Nations Unies défend les droits de chaque membre de notre famille humaine.

Aujourd'hui et tous les jours, nous continuerons à œuvrer pour la justice, l'égalité, la dignité et les droits humains pour toutes et tous.

Heureuse Journée des droits de l'homme !



GLOBAL

Journée internationale de la couverture sanitaire universelle 12 Décembre 2021

Message du Secrétaire général de l'ONU

Alors que nous entrons dans la troisième année de la pandémie de COVID-19, nous devons de toute urgence renforcer nos systèmes de santé afin qu'ils soient équitables et résilients et qu'ils puissent répondre aux besoins de chacun et chacune, y compris s'agissant de la santé mentale.

Si la COVID-19 s'est répandue presque partout dans le monde, ce n'est toujours pas le cas de la couverture sanitaire.

Les répercussions de cette urgence sanitaire frappent de plein fouet les pays qui ne disposent pas de systèmes de santé capables de fournir à toutes et à tous des soins de qualité abordables.

Si nous voulons atteindre notre objectif de parvenir à une couverture sanitaire universelle d'ici à 2030, nous devons investir dans des solutions ayant fait leurs preuves et les généraliser. Cela implique d'investir davantage, et de manière plus judicieuse, dans les fondations des systèmes de santé, et d'accorder une place plus importante aux soins de santé primaires, aux services essentiels et aux populations marginalisées.

Le meilleur moyen d'assurer la résilience des économies et des populations, ainsi que de nous préparer à de futures pandémies, est de renforcer les systèmes de santé avant qu'une crise ne survienne.

Les inégalités dans la distribution des vaccins contre la COVID-19 au cours de l'année écoulée constituent une faute morale d'envergure mondiale.

Nous devons tirer les enseignements de cette expérience. La pandémie ne sera terminée pour aucun pays tant qu'elle ne sera pas terminée pour tous les pays.

En cette journée internationale de la couverture sanitaire universelle, faisons nôtre la promesse de mettre fin à la pandémie de COVID-19 et de bâtir un avenir plus sain et plus sûr pour toutes et tous en investissant dans des systèmes de santé qui ne laissent personne de côté.

Journée internationale des migrants – 18 Décembre 2021

Message du Secrétaire général de l'ONU



En cette Journée internationale des migrants, nous tenons à saluer la contribution qu'apportent les migrants du monde entier à la lutte contre de nombreux maux, dont la pandémie de COVID 19.

Les migrants font face partout à la stigmatisation, aux inégalités, à la xénophobie et au racisme. Les femmes et les filles migrantes sont particulièrement exposées aux violences fondées sur le genre, tout en n'ayant guère le moyen de demander de l'aide.

Les frontières étant fermées, un grand nombre de migrants se retrouvent livrés à eux-mêmes, sans revenu ni domicile, loin de leur famille et dans l'incapacité de retourner chez eux, sous la menace d'un avenir incertain.

Pourtant, tout au long de la pandémie, les migrants ont partout œuvré à l'enrichissement des sociétés et ont souvent été aux avant-postes de la lutte contre la pandémie, que ce soit comme scientifiques, soignants ou travailleurs essentiels.

L'année prochaine, lors du Forum d'examen des migrations internationales, nous ferons le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Ce sera l'occasion de redoubler d'efforts pour assurer la pleine inclusion des migrants au moment même où nous nous employons à bâtir des sociétés plus résilientes, plus justes et plus durables. Je me félicite de la campagne d'appel à contributions lancée par le Réseau des Nations Unies sur les migrations en vue de renforcer le Pacte et j'encourage les États Membres et tous les autres acteurs intéressés à y participer.

La solidarité avec les migrants n'a jamais été aussi nécessaire.

Il nous faut une meilleure coopération internationale et envisager la question des migrations avec davantage de compassion. En particulier, il nous faut gérer les frontières avec humanité, respecter pleinement les droits humains et les besoins humanitaires de toutes et de tous et veiller à ce que les migrants soient inclus dans les programmes nationaux de vaccination contre la COVID-19. Il faut reconnaître tout l'intérêt que présentent des filières de migration régulière, aussi bien pour les migrants que pour les pays d'accueil. Enfin, il faut remédier aux causes profondes des migrations, notamment les inégalités abyssales, et combattre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains.

En cette Journée internationale des migrants, réaffirmons notre engagement en faveur de migrations sûres et dignes.



GLOBAL

Journée internationale de la préparation aux épidémies 27 Décembre – Message du Secrétaire général de l'ONU

La COVID-19 a montré la rapidité avec laquelle une maladie infectieuse pouvait se propager dans le monde, mener les systèmes de santé au bord de la rupture et bouleverser la vie quotidienne de toute l'humanité.

Elle a montré aussi que nous avons été incapables de tirer les leçons des dernières crises sanitaires comme le SRAS, la grippe aviaire, Zika ou Ebola.

Elle a nous rappelé enfin que le monde, terriblement mal préparé à cet égard, était dans l'incapacité d'empêcher une épidémie localisée de franchir les frontières et de se transformer en pandémie mondiale.

La COVID-19 ne sera pas la dernière pandémie que connaîtra l'humanité.

Les maladies infectieuses restent incontestablement un danger pour tous les pays.

Au moment même où nous affrontons cette crise sanitaire, nous devons nous préparer à la prochaine.

Cela signifie qu'il faut investir davantage et améliorer la surveillance, la détection précoce et les plans d'intervention rapide dans tous les pays, en particulier dans les pays les plus vulnérables.

Il faut renforcer les systèmes locaux de soins de santé primaires pour empêcher leur effondrement.

Il faut garantir à toutes et à tous un accès équitable aux services vitaux comme la vaccination.

Il faut mettre en place la couverture sanitaire universelle.

Enfin, surtout, il faut s'employer à bâtir une véritable solidarité mondiale pour donner à chaque pays la possibilité d'enrayer les maladies infectieuses.

Toute épidémie en tout lieu est une pandémie mondiale en puissance.

En cette Journée internationale de la préparation aux épidémies, accordons à cette question l'attention, le soin et les efforts qu'elle mérite.

Journée internationale de l'éducation – 24 Janvier Message du Secrétaire général de l'ONU



Partout dans le monde, la pandémie de COVID-19 a plongé l'éducation dans le chaos.

La scolarité de 1,6 milliard d'élèves et d'étudiants a été interrompue au plus fort de la pandémie et la situation n'est pas encore réglée.

Aujourd'hui encore, les fermetures d'écoles perturbent la vie de plus de 31 millions d'élèves et d'étudiants, et exacerbent une crise de l'apprentissage.

Si nous n'agissons pas, dans les pays en développement, la proportion d'enfants qui sortent de l'école sans savoir lire pourrait passer de 53 à 70 %.

La crise qui secoue l'éducation ne se limite toutefois pas à des questions d'accès et d'inégalité.

Le monde évolue à un rythme vertigineux : innovation technique, changements spectaculaires dans le monde du travail, réalité de l'urgence climatique et perte de confiance généralisée entre les populations et les institutions.

Les systèmes éducatifs classiques peinent à transmettre les connaissances, compétences et valeurs dont nous avons besoin pour offrir un avenir meilleur, plus vert et plus sûr à toutes et à tous.

L'éducation est un bien commun inestimable et un catalyseur essentiel de l'ensemble du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La communauté internationale ne peut se permettre de tergiverser ; elle se doit de la garantir et d'en assurer la qualité et l'utilité.

C'est pourquoi j'organise un Sommet sur la transformation de l'éducation cette année.



GLOBAL

Journée internationale de la fraternité humaine – 4 Février **Message du Secrétaire général de l'ONU**

En cette Journée internationale de la fraternité humaine, nous réfléchissons à l'importance de la compréhension culturelle et religieuse et du respect mutuel.

Je suis reconnaissant aux responsables religieux du monde entier qui s'unissent pour promouvoir le dialogue et l'harmonie interconfessionnelle.

La déclaration intitulée « La fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune », co-signée par Sa Sainteté le Pape François et Son Éminence le Grand Imam d'Al-Azhar, le cheik Ahmad Al-Tayyeb, est un modèle de compassion et de solidarité humaine.

Nous avons plus que jamais besoin d'un tel esprit. Qu'il s'agisse de l'aggravation de la pauvreté ou du creusement des inégalités, des conflits, des divisions ou de la méfiance, notre famille humaine est en proie à une pléthore de défis.

Pour les affronter, nous devons nous opposer à ceux qui exploitent les différences, font le commerce de la haine et instillent la peur de « l'autre » dans les cœurs inquiets.

Sur toute la planète, on assiste à une vague de discours de haine, d'intolérance, de discrimination et même d'attaques physiques à l'encontre de maintes personnes, simplement en raison de leur religion ou de leurs convictions, de leur appartenance ethnique, de leur genre ou de leur orientation sexuelle.

Ces actes odieux sont des violations des droits humains et des affronts aux valeurs de l'ONU.

Aujourd'hui, engageons-nous à lutter fermement contre le sectarisme, quel que soit le lieu ou le moment où il se présente.

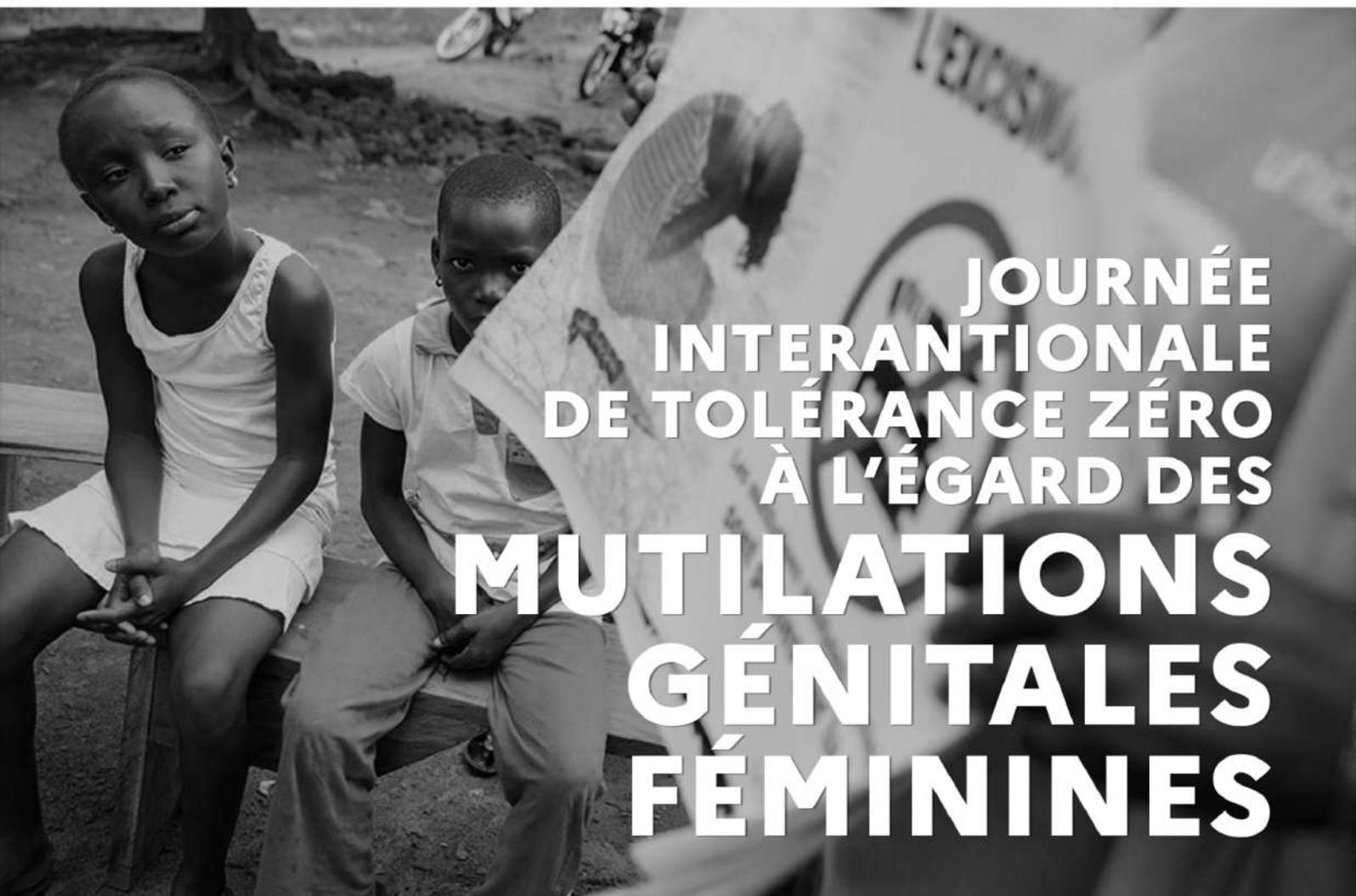
Reconnaissons notre diversité comme une richesse qui fait notre force.

Bâtissons des ponts entre les confessions, en nous inspirant de notre humanité commune.

Et unissons-nous dans la solidarité pour faire advenir un monde plus inclusif, plus pacifique et plus juste pour tous et toutes.

Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines – 6 Février

Message du Secrétaire général de l'ONU



JOURNÉE INTERNATIONALE DE TOLÉRANCE ZÉRO À L'ÉGARD DES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES

Les mutilations génitales féminines, dont les séquelles sont profondes et irréversibles, constituent une forme odieuse de violation des droits humains des femmes et des filles partout dans le monde.

Chaque année, plus de 4 millions de filles sont exposées à cette forme extrême de violence. Malheureusement, la pandémie de COVID-19, par l'impact qu'elle a eu sur les services de santé, a mis encore plus de filles en danger.

Nous devons mettre un terme à cette manifestation flagrante de l'inégalité. Nous devons investir de toute urgence et prendre rapidement des mesures, si nous voulons atteindre la cible des objectifs de développement durable consistant à éliminer les mutilations génitales féminines d'ici à 2030 et construire un monde qui respecte l'intégrité et l'autonomie des femmes.

L'Organisation des Nations Unies et ses partenaires soutiennent les initiatives visant à faire évoluer les normes sociales qui perpétuent cette pratique.

Les jeunes et la société civile font entendre leur voix. Et les législateurs, dans de nombreux pays, favorisent les progrès.

À l'occasion de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, nous vous invitons à vous joindre à nous pour demander que les investissements soient accélérés afin de mettre fin aux mutilations génitales féminines et de faire respecter les droits humains de toutes les femmes et de toutes les filles.



GLOBAL

Journée internationale des femmes et des filles de science – 11 Février

Message du Secrétaire général de l'ONU

Aujourd'hui, les femmes ne représentent qu'un tiers des chercheurs en sciences et en ingénierie dans le monde.

Des obstacles structurels et sociétaux empêchent les femmes et les jeunes filles d'accéder aux sciences et de progresser dans ce domaine.

La pandémie de COVID-19 a encore accentué les inégalités entre les genres, pour des raisons comme la fermeture des écoles, la hausse des violences ou la charge accrue des soins à domicile.

Ces inégalités privent notre monde d'énormes talents et potentiels d'innovation inexploités. Nous avons besoin de perspectives féminines pour que la science et la technologie profitent à tous et toutes.

Nous pouvons – et nous devons – agir.

En adoptant des politiques qui remplissent les salles de classe de filles étudiant la technologie, la physique, l'ingénierie, les mathématiques.

En prenant des mesures ciblées pour garantir aux femmes la possibilité de se développer et de diriger dans les laboratoires, les institutions de recherche et les universités.

Avec la détermination de mettre fin à la discrimination et aux stéréotypes visant les femmes dans les sciences.

Et avec des efforts plus rigoureux pour ouvrir davantage de perspectives pour les femmes membres des minorités.

Tout cela est particulièrement important dans le domaine crucial de l'intelligence artificielle.

Il existe une corrélation directe entre le faible nombre de femmes travaillant dans le secteur de l'intelligence artificielle et les algorithmes absurdes qui véhiculent des stéréotypes de genre en traitant les hommes comme la norme et les femmes comme une exception.

Nous avons besoin de plus de femmes qui développent une intelligence artificielle qui soit véritablement au service de tous et toutes et qui œuvre en faveur de l'égalité des genres.

Nous devons également inverser les tendances qui empêchent les jeunes femmes scientifiques d'avancer dans des carrières qui nous aideraient à surmonter les crises climatiques et environnementales.

J'ai enseigné l'ingénierie. Je sais d'expérience que les jeunes femmes et les jeunes hommes ont les mêmes capacités et la même fascination pour la science, qu'ils débordent d'idées et sont prêts à faire progresser notre monde.

Nous devons veiller à ce qu'ils aient accès aux mêmes possibilités d'apprentissage et de travail sur un pied d'égalité.

En cette Journée internationale des femmes et des filles de science, j'appelle chacun et chacune à créer un environnement dans lequel les femmes peuvent réaliser leur véritable potentiel et dans lequel les filles d'aujourd'hui deviennent les scientifiques et les inventeuses de premier plan de demain, façonnant ainsi un avenir équitable et durable pour tous et toutes.



GLOBAL

Journée internationale des femmes- 8 Mars

Message du Secrétaire général de l'ONU

En cette Journée internationale des femmes, nous honorons les femmes et les filles du monde entier.

Nous rendons hommage à leur rôle dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, à leurs idées, leurs innovations et leur activisme, qui rendent notre monde meilleur, et à leur leadership sur tous les fronts.

Mais nous savons aussi que dans trop de domaines, les femmes voient leurs droits régresser. Les femmes et les filles ont été éloignées des écoles et des lieux de travail par la pandémie.

Elles souffrent de la montée de la pauvreté et de la violence.

Elles assument la plus grande part du travail de soin dans le monde, un travail non rémunéré et pourtant essentiel.

Elles subissent violences et sévices, uniquement en raison de leur genre.

Partout, les femmes sont honteusement sous-représentées dans les sphères du pouvoir et les conseils d'administration.

Le thème de cette année nous rappelle aussi qu'elles sont les premières à subir les effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement.

Que cette Journée internationale des femmes marque un tournant : il est temps de faire avancer les choses pour toutes les femmes et toutes les filles.

En garantissant à chacune une éducation de qualité, qui lui permette de mener la vie qu'elle veut et de contribuer à un monde meilleur.

En investissant massivement dans l'accès des femmes à la formation et au travail décent.

En prenant des mesures radicales pour éliminer la violence fondée sur le genre.

En lançant des initiatives audacieuses pour protéger notre planète.

En garantissant un accès universel aux soins, pleinement intégré aux systèmes de protection sociale.

En adoptant des mesures ciblées, comme des quotas de genre, afin que nous puissions toutes et tous bénéficier des idées, de l'expérience et du leadership des femmes partout où les décisions sont prises.

L'inégalité de genre est par essence une question de pouvoir, car notre monde et notre culture sont dominés par les hommes. Il est temps d'inverser les rapports de force.

À l'ONU, nous avons atteint la parité dans les équipes dirigeantes du Siège et de nos bureaux du monde entier : cela nous permet de mieux remplir notre mission et de mieux représenter les communautés au service desquelles nous œuvrons.

Nous avons besoin de plus de femmes ministres de l'environnement, chefs d'entreprise, présidentes et premières ministres, qui puissent pousser les pays à s'attaquer réellement à la crise climatique, créer des emplois verts et construire un monde plus juste et plus durable.

L'après-pandémie ne saurait être caractérisé par un recul de l'égalité des genres.

L'heure est venue de faire avancer les droits des femmes.

Mobilisons-nous !

JOURNÉES INTERNATIONALES

- **20 Mars** : Journée de la langue française
- **21 Mars** : Journée internationale des forêts
Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
Journée mondiale de la poésie
Journée mondiale de la trisomie 21
- **22 Mars** : Journée mondiale de l'eau
- **23 Mars** : Journée météorologique mondiale
- **24 Mars** : Journée internationale pour le droit à la vérité en ce qui concerne les violations flagrantes des droits de l'homme et pour la dignité des victimes
Journée mondiale de la lutte contre la tuberculose
- **2 Avril** : Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme
- **4 Avril** : La fête de l'indépendance du Sénégal
Journée internationale pour la sensibilisation aux mines et l'assistance à la lutte antimines
- **6 Avril** : Journée internationale du sport au service du développement et de la paix
- **7 Avril** : Journée internationale de réflexion sur le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994
- **22 Avril** : Journée internationale de la Terre nourricière
Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC
- **23 Avril** : Journée mondiale du livre et du droit d'auteur
- **24 au 30 Avril** : Semaine mondiale de la vaccination
- **24 Avril** : Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix
- **25 Avril** : Journée mondiale contre le paludisme
- **26 Avril** : Journée mondiale de la propriété intellectuelle
- **28 Avril** : Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail
- **3 Mai** : Journée mondiale de la liberté de la presse
- **8 Mai** : Journée mondiale des oiseaux migrateurs
- **15 Mai** : Journée internationale des familles
- **16 Mai** : Journée internationale du vivre-ensemble en paix
- **17 Mai** : Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information
- **20 Mai** : Journée mondiale des abeilles
- **21 Mai** : Journée internationale du thé
Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement
- **29 Mai** : Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies
- **31 Mai** : Journée mondiale sans tabac

Voir plus sur : <https://bit.ly/3paMuNp>



**VOLONTAIRES
ONU**

Sénégal

JOURNÉE DE
DÉPISTAGE
CONTRE LE CANCER
DU SEIN ET DU COL DE L'UTÉRUS



**22
MARS
2022** **DE 8H
À 13H**

**CENTRE DE SANTÉ DE NGOR
PAS LOIN DU ROND
DE LA BRIOCHE DORÉE DE NGOR**

#TOUSENGAGÉSCONTRELECANER





9^{ÈME}
**FORUM MONDIAL
DE L'EAU**
22-27 MARS 2021
DAKAR - RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

1^{ÈRE} ANNONCE

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
UN PEU PLUS ENSEMBLE

**CONSEIL MONDIAL
DE L'EAU**



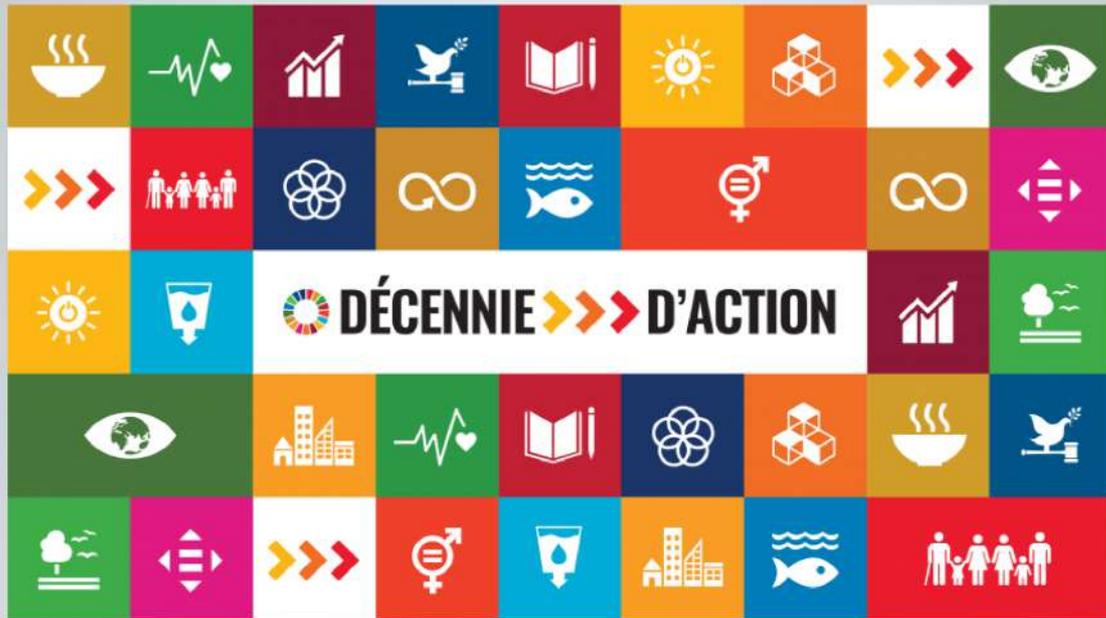
**9^{ÈME} FORUM MONDIAL
DE L'EAU - DAKAR 2021**

LA SECURITE DE L'EAU POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT





NATIONS UNIES
SENEGAL



Le Système des Nations Unies appelle au strict respect des mesures barrières et des recommandations du Ministère de la Santé et de l'action sociale.



Immeuble Wollé Ndiaye • Route des Almadies •
BP 154 Dakar, Sénégal • Téléphone : +221 33 859 67 43
<https://un.senegal.org>